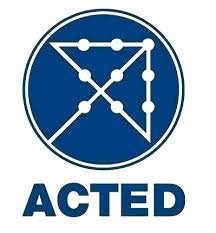


**Options pour le financement de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD+ de la République du Congo**

Version Juin 2016



Le Programme ONU-REDD est l’initiative collaborative de l’Organisation des Nations Unies en vue de réduire les émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (ONU-REDD). Il a été lancé en septembre 2008 pour aider les pays en développement à préparer et mettre en œuvre les stratégies nationales de REDD+ et à exploiter le pouvoir de rassemblement et l’expertise de l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE).

Ce rapport a été rédigé par une équipe multidisciplinaire d’experts de TEREA, ACTED et UNEP FI, sous la supervision du PNUE et de la Coordination Nationale REDD+ de la République du Congo, et avec le financement du Programme ONU-REDD.

**Droits de reproduction** : La présente publication peut être reproduite en totalité ou en partie et sous quelque forme que ce soit à des fins éducatives ou non lucratives sans permission spéciale du détenteur des droits d’auteur, à condition d’en citer la source. Le PNUE souhaiterait recevoir une copie de toute publication qui utilise la présente publication comme source. La présente publication ne peut être revendue ni utilisée à quelque fin commerciale que ce soit sans la permission préalable écrite de la part du Programme des Nations Unies pour l’Environnement.

**Avertissement** : Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n’impliquent de la part du Programme des Nations Unies pour l’Environnement aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. De plus, les vues exprimées ne reflètent pas nécessairement la décision ou la politique déclarée du Programme des Nations Unies pour l’Environnement, de même que la mention de noms ou processus commerciaux ne constitue en rien une approbation.

**Citation** : PNUE (2016). Options pour le financement de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD+ de la République du Congo. Préparé sous financement du Programme ONU-REDD, pour la Coordination Nationale REDD+ de la République du Congo.

**Remerciements** : Le PNUE tient à remercier particulièrement Christine Langevin pour son travail de grande qualité pendant toute la préparation du rapport. Merci également à Jonathan Gheyssens, dont l’expertise a été déterminante pour la réalisation des analyses économiques, ainsi qu’à Edmond Baouamio et Cyril Poulopoulos pour leur aide lors de la collecte de données et des consultations avec les parties prenantes congolaises. Finalement, nous souhaitons remercier Georges Claver Boundzanga, Roland Gyscard Ndinga et Henriette Tsoh-Ikounga pour leur revue du document version draft.

Table des matières

[Liste des tableaux 4](#_Toc454886777)

[Liste des figures 4](#_Toc454886778)

[Acronymes 5](#_Toc454886779)

[Introduction 9](#_Toc454886780)

[Nomenclature des sources et types de financements 10](#_Toc454886781)

[I - Financements internationaux 12](#_Toc454886782)

[1. Les financements internationaux publics 12](#_Toc454886783)

[1.1 Les financements multilatéraux 13](#_Toc454886784)

[1.2 Les financements bilatéraux 24](#_Toc454886785)

[1.3 Autres sources de financement 35](#_Toc454886786)

[2 Les financements internationaux privés 36](#_Toc454886787)

[2.1 Les Investissements Etrangers Directs (IED) 36](#_Toc454886788)

[2.2 Les fondations privées 37](#_Toc454886789)

[II- Les financements domestiques 39](#_Toc454886790)

[1. Les financements domestiques publics 39](#_Toc454886791)

[1.1 Budget général de l’Etat 39](#_Toc454886792)

[2.1 Les comptes d’affectation spéciaux (CAS) 43](#_Toc454886793)

[1.2 Les autres fonds nationaux 45](#_Toc454886794)

[2. Les financements domestiques privés 47](#_Toc454886795)

[2.1 Le secteur financier de la République du Congo 47](#_Toc454886796)

[2.2 Le secteur des entreprises privés 49](#_Toc454886797)

[III – Bilan : Les Opportunités de financement des activités REDD+ 51](#_Toc454886798)

[Bibliographie 62](#_Toc454886799)

## Liste des tableaux

[Tableau 1: Recettes d’APD et AASP (en millions d’USD) de la République du Congo entre 2010 et 2014 (source : OCDE, 2016) 12](#_Toc454886800)

[Tableau 2 : Projets mis en œuvre en République du Congo avec la facilité UE REDD (source : www.euredd.efi.int/roc) 21](#_Toc454886801)

[Tableau 3: Projets cofinancés par le FEM en République du Congo et dans la région (source : site du FEM) 23](#_Toc454886802)

[Tableau 4: APD nette versée par le Royaume Uni à la République du Congo entre 2009 et 2013 (millions de livres sterling) (source : DFID, 2015) 30](#_Toc454886803)

[Tableau 5: Initiatives FLEGT financées et co-financées par le DFID en République du Congo et au niveau régional (source: facilité UE FLEGT) 31](#_Toc454886804)

[Tableau 6: Opérations de l'administration centrale de 2013 à 2020 (source: FMI, 2015) 39](#_Toc454886805)

[Tableau 7: Orientations budgétaires du PND 2012-2016 en part relative des dépenses (source: CPCMB, 2012) 41](#_Toc454886806)

[Tableau 8 : Indicateurs de la Banque Mondiale de facilité de faire des affaires au Congo en 2015 et 2016 47](#_Toc454886807)

[Tableau 9: Banques agrées au Congo au 28/09/2014 47](#_Toc454886808)

[Tableau 10: Accès au financement des entreprises en 2009 (BAD, 2012) 50](#_Toc454886809)

## Liste des figures

[Figure 1: Sources et types de financements étudiés pour la mise en œuvre des activités REDD+ 10](#_Toc454886810)

[Figure 2: Engagement de la BIRD et de l'AID en République du Congo (source: www.worldbank.org) 13](#_Toc454886811)

[Figure 3: Récapitulatif des prêts en cours, en 2016, BIRD (droite) et AID (gauche) (source: www.worldbank.org) 14](#_Toc454886812)

[Figure 4: Répartition de l'aide apportée au Congo par l'UE en fonction des thématiques des projets au 6 septembre 2010 20](#_Toc454886813)

[Figure 5: Ventilation par donneur des versements bilatéraux nets d'APD des pays de l’OCDE en faveur de l'Afrique subsaharienne en 2014 24](#_Toc454886814)

## Acronymes

|  |  |
| --- | --- |
| AASP | Autres Apports du Secteur Public |
| ACFAP | Agence Congolaise de la Faune et des Aires Protégées |
| AF | Fonds d'adaptation |
| AFD | Agence Française de Développement |
| AID | Association internationale de développement |
| AMCC | Alliance Mondiale contre le Changement Climatique |
| ANA | Agence Nationale de l'Artisanat |
| APD | Aide Public pour le Développement |
| API | Agence de promotion de l’investissement |
| APV | Accord de Partenariat Volontaire |
| ASAP | Programme d’Adaptation pour les petits exploitants agricoles |
| BAD | Banque Africaine de Développement |
| BADEA | Banque Arabe pour le développement économique en Afrique |
| BCH | Banque Commerciale de l’Habitat |
| BCI | Banque Commerciale Internationale |
| BDEAC | Banque de Développement des Etats de l’Afrique Centrale |
| BEAC | Banque des Etats de l'Afrique Centrale |
| BEI | Banque européenne d’investissement |
| BIRD | Banque internationale pour la reconstruction et le développement |
| BMU | ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Construction et de la sûreté nucléaire |
| BMZ | ministère fédéral de la coopération économique et du développement |
| BSCA | Banque sino-congolaise pour l’Afrique |
| BTP | Bâtiment et Travaux Publics |
| C2D | contrats désendettement-développement |
| CAD | Comité d'Aide au Développement |
| CADF | Fonds de développement Chine-Afrique |
| CAFEC | Projet de conservation des écosystèmes forestiers de l’Afrique Centrale |
| CAFI | Initiative pour la forêt de l’Afrique Centrale |
| CARPE | programme régional de l'Afrique Centrale pour l'Environnement |
| CAS | Compte d’Affectation Spéciale |
| CBSP | programme stratégique pour la gestion durable des forêts du Bassin du Congo |
| CCNUCC | Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques |
| CDB | Convention sur la Diversité Biologique |
| CDC | Commonwealth Development Corporation |
| CE | Commission Européenne |
| CEEAC | Communauté Economique des Etats de l’Afrique Centrale |
| CEMAC | Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale |
| CFE | Centre des formalités administratives des entreprises |
| CGAP | Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres |
| CIB | Congolaise Industrielle des Bois |
| CN REDD | Coordination Nationale REDD |
| CNDD | Commission Nationale du Développement Durable |
| CNES | Centre National d’Etude des Sols |
| CNIAF | Centre National d’Inventaire et d’Aménagement des ressources Forestières et fauniques |
| CNI | Commission Nationale des Investissement |
| CNSS | Caisse Nationale de Sécurité Sociale |
| CNUCED | Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement |
| COBAC | Commission Bancaire de l'Afrique Centrale |
| COMIFAC | Commission des Forêts d'Afrique Centrale |
| COSOP | Programme d’options stratégiques pour le pays |
| CPCMB | Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire |
| CREF | Caisse de Retraite des Fonctionnaires |
| CTF | Fonds pour les Technologies Propres |
| CVTA | Centre de Vulgarisation des Techniques Agricoles |
| DEG | Agence allemanded'investissement et de développement |
| DEP | Direction des Etudes et de la Planification |
| DGIFN | Direction Générale des Institutions Financières Nationales |
| DGRST | Direction Générale de la Recherche Scientifique |
| EFI | *European Forest Institute* |
| EFIR | Exploitation Forestière à Faible Impact |
| EMAPS | Projet de suivi environnemental et d’appui institutionnel |
| EMF | Etablissement de Microfinance |
| ERP | Programme de Réduction d’Emissions |
| FAD | Fonds africain de développement |
| FAO | Food and Agriculture Organisation |
| FASEP | Fonds d’Etude et d’Aide au Secteur Privé |
| FCFA | Franc de la Communauté Financière Africaine |
| FCPF | Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier |
| FDL | Fonds de Développement Local |
| FDSEL | Fonds de Développement du Secteur de l’Electricité |
| FED | Fonds de Développement Européen |
| FEM | Fonds Mondial pour l'Environnement |
| FERN | Fonds d’Etude pour le Renforcement des capacités |
| FEVAC | Fonds de l’économie verte en Afrique Centrale |
| FFEM | Fonds Français pour l’Environnement Mondial |
| FFN | Fonds Forestier National |
| FIC | Fonds d’Investissement pour le Climat |
| FIDA | Fonds International de Développement Agricole |
| FINFORTROP | Financement des initiatives en faveur de la gestion durable des forêts tropicales humides |
| FIP | Programme d’Investissement pour la Forêt |
| FLEGT | *Forest Law Enforcement, Governance and Trade* |
| FMI | Fonds Monétaire International |
| FNST | Fonds National de la Science et de la Technologie |
| FODI | Fonds de l’OPEP pour le développement international |
| FPD | Financements Publics du Développement |
| FPE | Fonds de Protection de l’Environnement |
| FSA | Fond de Soutien à l'Agriculture |
| FSC | *Forest Stewardship Council* |
| FTNS | Fondation pour le Tri-national de la Sangha |
| FVC | Fonds Vert Climat |
| GCCI | *Global Climate Change Initiative* |
| GCPF | *Global Climate Partnership Fund* |
| GES | Gaz à Effet de Serre |
| GIZ | *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* |
| ICCF | *Interact Climate Change Facility* |
| ICF | Fonds international pour le climat |
| IED | Investissements Etrangers Directs |
| IFI | Institution Financière Internationale |
| IKI | Initiative Climat Internationale |
| INRSEN | Institut national de recherche sur les sciences exactes et naturelles |
| IRA | Institut de recherche agronomique |
| ITIE | Initiative pour la Transparence des Industries Extractives |
| JICA | Agence Japonaise de Coopération Internationale |
| KfW | *Kreditanstalt für Wiederaufbau* |
| LDCF | Fonds pour les pays les moins avancés |
| MAE | Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage |
| MAE | Ministère des Affaires Etrangères |
| MAECD | Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement |
| MEFDDE | Ministère de l’Economie Forestière et du Développement Durable et de l’Environnement |
| MEH | Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique |
| MUCODEC | Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit |
| NAMA | Mesures d'atténuation appropriées à l'échelle nationale |
| NICFI | Initiative Forêt Climat Internationale |
| NORAD | Agence norvégienne pour le développement international |
| NorFund | Fonds d’investissement Norvégien pour les pays en développement |
| OCDE | Organisation de Coopération et de Développement Economique |
| ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| ONU | Organisation des Nations-Unies |
| OPEP | Organisation des pays exportateurs de pétrole |
| OPIC | Société de promotion des investissements privés à l’étranger |
| PADE | Programme d’Appui à la Diversification de l’Economie |
| PAGEF | projet d’appui à la gestion durable des forêts |
| PDRAP | Programme de Développement Agricole et Réhabilitation des Pistes Rurales |
| PED | Pays en voie de Développement |
| PEID | Petits Etats Insulaires en Développement |
| PFBC | Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo |
| PFDE | Projet Forêt et Diversification Economique |
| PFNL | Produits Forestiers Non ligneux |
| PIB | Produit Intérieur Brut |
| PID | Provision pour Investissements Diversifiés |
| PMA | Pays les Moins Avancés |
| PME | Petites et Moyennes Entreprises |
| PNAT | Plan National d’Affectation des Terres |
| PND | Plan National de Développement |
| PNUD | Programme des Nations-Inies pour le Développement |
| PNUE | Programme des Nations-Inies pour l'Environnement |
| PPCR | Programme pilote pour la résilience climatique |
| PPECF | Promotion de l’exploitation certifiée des forêts dans le Bassin du Congo |
| PPI | Programme de Petites Initiatives |
| PRODER | Projet de Développement Rural |
| ProNAR | Programme National d'Afforestation et de Reboisement |
| RDC | République Démocratique du Congo |
| REDD | Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts |
| REM | REDD early movers |
| RSE | Responsabilité Sociale et Environnementale |
| RSPO | Roundtable on Sustainable Palm Oil |
| SCCF | Fonds Spécial pour le Changement Climatique |
| SCF | Fonds Stratégique Climat |
| SIDA | Agence suisse de coopération internationale pour le développement |
| SIFOOD | système d'information pour la gestion forestière et le développement durable |
| SIVL | Système d’information et de vérification de la légalité |
| SNE | Société Nationale d’Electricité |
| SNR | Service National de Reboisement |
| SREP | Programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables dans les pays à faible revenus |
| SVL | Système de Vérification de la Légalité |
| TEREA | Terre, Environnement, Aménagement |
| TOFE | Tableau des Opérations Financières de l’Etat |
| UE | Union Européenne |
| UICN | Union Internationale pour la Conservation de la Nature |
| USAID | Agence des États-Unis pour le développement international |
| USD | *United States dollar* |
| WCS | *Wildlife Conservation Society* |
| WWF | *World Widlife Fund* |

# Introduction

Ce document présente les résultats du travail sur les options pour le financement de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD+ de la République du Congo (version préliminaire d’Avril 2015) qui a pour objectifs la lutte contre la déforestation non planifiée ou illégale, la lutte contre la dégradation forestière non planifiée ou illégale, la gestion durable des forêts, la conservation de la biodiversité, et l’accroissement des stocks de carbone à travers les programmes d’afforestation et de reboisement.

L’objectif de ce document est de recenser et, dans la mesure du possible, de quantifier les sources de financements potentiels aussi bien domestiques que internationales qui pourront être mobilisées pour la mise en œuvre de la stratégie nationale REDD+.

Ce travail fait suite à un premier travail d’analyse coûts-bénéfices des activités de la stratégie nationale REDD+ réalisée dans le cadre du projet. Ce travail a permis d’obtenir une première vue d’ensemble de l’attractivité et de la viabilité économique et financière des activités et des options de la stratégie nationale REDD+.

Ce document a été rédigé par Christine Langevin en étroite collaboration avec la CN REDD, l’Initiative Financière du PNUE, TEREA et ACTED et réalisé sous la supervision du PNUE et du Coordonnateur National REDD+ avec l’appui financier du Programme ONU-REDD. Ce travail a été réalisé sur la base d’une revue exhaustive de la littérature et de consultations des parties prenantes du processus REDD+ avec les experts de la CN-REDD.

Les résultats sont présentés en quatre parties : (1) la nomenclature et les types de sources de financements étudiés, (2) les sources de financements internationaux, (3) les sources de financements domestiques, (4) le bilan des sources de financements potentiels en lien avec les activités et les options de la stratégie nationale REDD+. En Annexe figurent les termes de référence de l’étude.

# Nomenclature des sources et types de financements

L’objectif des travaux est de recenser et identifier un ordre de grandeur des sources de financements potentiels qui pourront être mobilisées pour la mise en œuvre des activités de la stratégie nationale REDD+.

A ce titre les sources de financements ont été catégorisées selon leurs origines en deux grands groupes : domestique et internationale, divisés chacun en deux sous-groupes : public et privé. La figure ci-dessous repend la nomenclature des sources et types de financements identifiés pour appuyer la mise en œuvre des activités de la stratégie nationale REDD+.



Figure 1: Sources et types de financements étudiés pour la mise en œuvre des activités REDD+

1. Les **financements publics domestiques** sont les recettes de l’Etat qui peuvent être potentiellement affectées au développement des activités REDD+ (inscrites au budget général de l’Etat). On comptabilise également les comptes d’affectation spéciale (CAS, hors budget) dont les objectifs sont de financer des réalisations en lien avec les activités de la stratégie nationale REDD+. Ils fonctionnent avec des recettes limitées par la loi des finances qui sont utilisées au profit des dépenses autres que la rémunération du personnel.

*On note que les dons et les prêts internationaux inscrits au budget sont traités dans la partie sur les financements internationaux.*

1. Les **financements privés domestiques** comprennent le secteur financier national dont les banques commerciales, la microfinance, les caisses d’assurances et de retraites, etc. ainsi que le secteur des entreprises privées.
2. Les **financements internationaux publics** **du développement** (FPD), répartis en deux catégories (multilatéral et bilatéral), sont l’aide publique pour le développement (APD) et les autres apports du secteur public (AASP). L’APD selon le Comité d’aide au développement (CAD) de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se définit comme étant[[1]](#footnote-1) :

* allouée par des organismes publics (y compris les États et les collectivités locales, ou d’organismes agissant pour le compte d’organismes publics) pour but essentiel de favoriser le développement économique et l’amélioration du niveau de vie des pays en développement (PED),
* assortie de conditions favorables et d’un élément de libéralité (valeur calculée qui permet de mesurer le degré de concessionnalité d’un prêt) au moins égal à 25 % (sur la base d’un taux d’actualisation de 10 pour cent).

L’APD peut se décliner en soutien budgétaire général, soutien aux organisations non gouvernementales (ONG), projets d’investissement, etc.

Les AASP sont les autres appuis financiers qui ne répondent pas aux critères de l’APD tels que les financements non concessionnels, les crédits à l’exportation, les participations et autres éléments d’actifs bilatéraux.

Ces financements peuvent être attribués directement aux pays par les institutions publiques en charge de la coopération internationale ou par l’intermédiaire de fonds et initiatives spécifiques d’appui au financement des activités de la Stratégie Nationale REDD+.

1. Les **financements internationaux privés** étudiés sont les Investissements Etrangers Directs (IED) et les financements issus des fondations privées. Les IED se définissent comme étant des mouvements internationaux de capitaux réalisés en vue de créer, développer ou maintenir une filiale à l’étranger et/ou d’exercer une influence significative sur la gestion d'une entreprise étrangère.

# I - Financements internationaux

## Les financements internationaux publics

En 2014, d’après les statistiques de l’OCDE, les financements internationaux publics du développement (FPD) vers les pays en voie de développement s’élève à 181 milliards d’USD dont 160,6 pour l’APD (136,5 milliards d’USD de contribution des membres du CAD) dont 73% par des donneurs bilatéraux et 27% par des organismes multilatéraux) et 20,4 millions pour les Autres Appuis du Secteur Public (AASP)[[2]](#footnote-2).

En Afrique Subsaharienne, les versements nets d’APD s’élèvent en 2014 à 43 950 millions d’USD dont 58% par des donneurs bilatéraux et 42% par des organismes multilatéraux. Pour la République du Congo, les montants totaux des recettes d’APD entre 2010 et 2014 sont repris dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
| APD brut prêts | 10,9 | 38,2 | 44,3 | 22,9 | 17,9 |
| APD dons | 1589,9 | 314,9 | 147,3 | 156,3 | 121,8 |
| APD nette | **1 315,1\*** | **261** | **139,2** | **150,8** | **105,6** |
| *Dont APD multilatérale* | *95,4* | *84,3* | *89,2* | *72,3* | *56,2* |
| AASP brut | 0,6 | **-** | 2,2 | 0,1 | **-** |
| AASP net | **-974,7** | **-55,5** | **-8,5** | **-10,9** | **-8,2** |

\* On note que la différence observée dans les dons en APD (très supérieurs en 2010) s’explique par des annulations/remises de dettes estimées à hauteur de 1190 millions d’USD dont la majorité provient de la France.

Tableau 1: Recettes d’APD et AASP (en millions d’USD) de la République du Congo entre 2010 et 2014 (source : OCDE, 2016)

On note que les AASP et notamment les financements non concessionnels bénéficient majoritairement aux pays à revenus intermédiaires (95% des opérations en 2012) pour principalement les secteurs des infrastructures économiques et sociales (77% des financements concessionnels des Institutions Financières Internationales, IFI, en 2012) et les secteurs de productions (14%) (Klein *et al.*, 2015).

Dans le cadre de ce plan d’investissement destiné à identifier les sources de financement potentielles à la mise en œuvre des activités de la stratégie REDD+, en matière de financements public internationaux, on traite de l’APD distribuée aux pays par le biais des organisations multilatérales et bilatérales et des financements concessionnels relevant de l’AASP accordés notamment par les IFI multilatérales (branches d’appui au « secteur privé »)et bilatérales (institutions indépendantes et/ou filiales des banques bilatérales de développement) qui sont de loin les plus gros apporteurs d’AASP (Klein *et al.*, 2015). A cela s’ajoute les mécanismes financiers de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) et de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et les fonds spéciaux d’investissements en lien, plus particulièrement, avec les changements climatiques. On note que les fonds et les programmes d’investissement relevés dans le cadre de cette étude sont des sources de financements dont le pays a bénéficié ou pour lesquelles le pays est éligible. Les fonds et les programmes considérés concernent l’atténuation et l’adaptation étant donné que certaines activités de la stratégie nationale REDD+ peuvent être également considérées comme des activités d’adaptation aux changements climatiques comme par exemple les activités permettant la diversification de revenus pour la population, des sources d’énergie, l’agroforesterie, etc.

### Les financements multilatéraux

#### Les banques de développement et institutions financières multilatérales et régionale

##### Le groupe Banque Mondiale[[3]](#footnote-3)

Le groupe de la Banque mondiale a définie avec la République du Congo une stratégie de partenariat qui couvre la période 2013-2016 dont le but est d’aider le gouvernement à diversifier son économie en réduisant sa dépendance vis-à-vis du pétrole, en promouvant une croissance tirée par le secteur privé, en créant des emplois et en améliorant la performance des services publics de base (santé et éducation)[[4]](#footnote-4).

En février 2016, le portefeuille de la Banque mondiale en République du Congo est constitué de 11 projets, représentant un montant total de 695,8 millions d’USD. La répartition de ces financements par secteur est la suivante : 65 % concerne l’infrastructure, 14 % le développement humain, 13 % la gouvernance et le développement du secteur privé, et 8 % l’agriculture. Outre ces opérations, la Banque mondiale mène des études analytiques dans plusieurs domaines pour aider les autorités à définir des politiques publiques adaptées et à mettre en œuvre les réformes prioritaires.

*La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l’Association internationale de développement (AID****)***

**La Banque mondiale est la principale institution multilatérale intervenant dans la lutte contre la pauvreté et de promotion de la croissance dans les pays en développement. Elle intervient principalement par le biais de deux institutions : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l’Association internationale de développement (AID).** La BIRD a pour objectif de réduire la pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire et dans des pays plus pauvres mais solvables, tandis que l’AID cible ses efforts sur les pays les plus pauvres du monde avec des financements concessionnels relevant de l’APD[[5]](#footnote-5). Dans le cas spécifique de la République du Congo, les deux institutions interviennent.

Le graphique ci-dessous reprend les engagements de la BIRD et de l’AID pour la République du Congo entre 2012 et 2016 :



Figure 2: Engagement de la BIRD et de l'AID en République du Congo (source: www.worldbank.org)

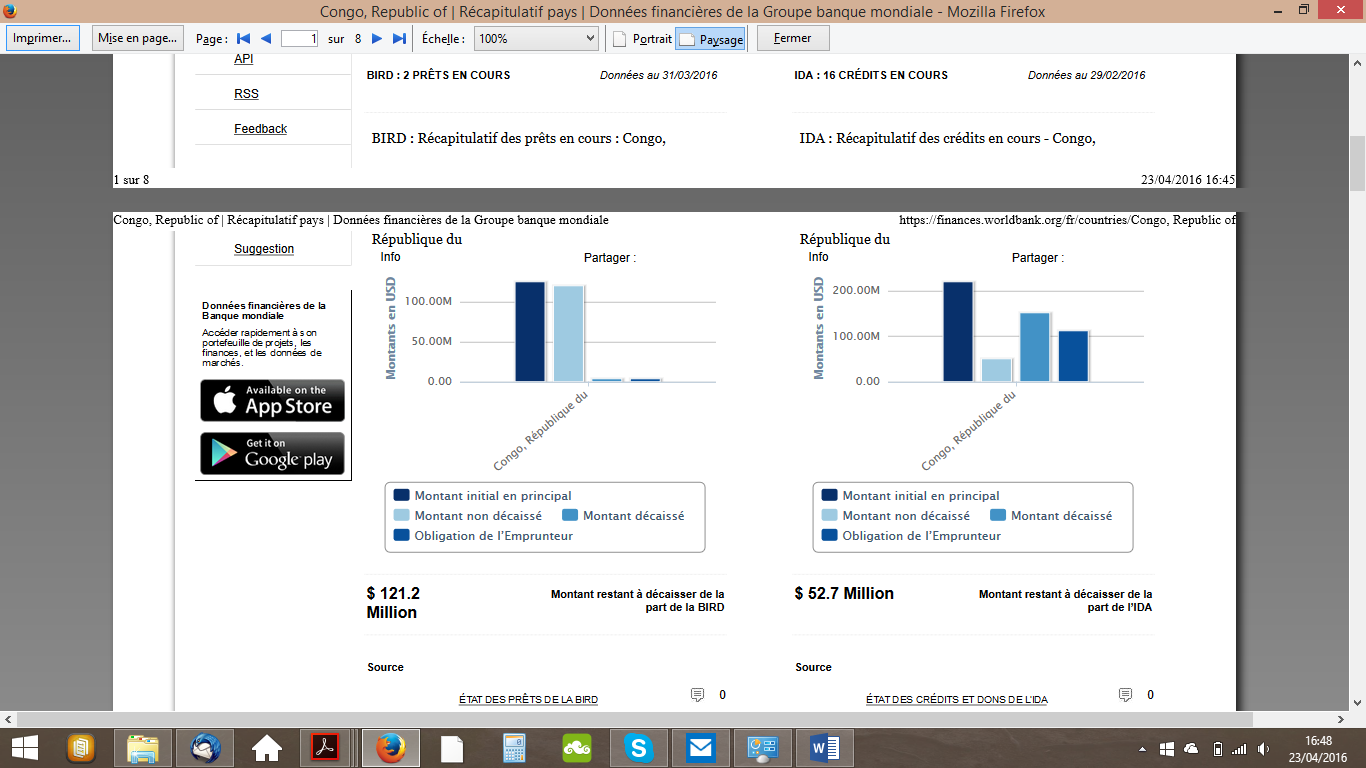


Figure 3: Récapitulatif des prêts en cours, en 2016, BIRD (droite) et AID (gauche) (source: www.worldbank.org)

Parmi les projets en cours de mise en œuvre en République du Congo et en lien avec les activités de la stratégie nationale REDD+, on peut citer :

* Le **Projet Forêt et Diversification Economique (PFDE)**

Le projet vise à promouvoir une meilleure application de la réglementation en matière de foresterie et à créer un environnement politique favorable à la participation des communautés locales et du secteur privé dans la gestion durable de la forêt et le reboisement en République du Congo à travers trois composantes (source : Budget annuel 2015 du PFDE) :

1. Renforcement des capacités et renforcement institutionnel du MEFDDE (anciennement MEFDD) dans quatre domaines : (a) la capacité opérationnelle et administrative notamment pour la mise en œuvre du SIVL ; (b) le renforcement et la mise en œuvre du cadre réglementaire relatif à la forêt et à la préservation de la nature ; (c) la gestion de l’environnement ; et (d) le développement durable.
2. Implication des populations locales et autochtones dans la gestion des ressources forestières. Dans le cadre de cette composante, le PFDE prévoit un appui financier aux micro-projets communautaires pour les activités génératrices de revenus, au développement de plans simple de gestion avec les communautés (environ 11 millions d’USD) et un appui au Plan National de Développement de la filière Cacao (environ 2 millions sont attendus).
3. Prospectives, communication et vulgarisation. Dans le cadre de cette composante, le PFDE prévoit notamment des appuis au Programme National d'Afforestation et de Reboisement (ProNAR) et au développement de la stratégie nationale d’industrialisation de la filière bois.

Le projet est mis en œuvre sur la période 2012-2017 pour un montant global de 32,6 millions d’USD et un montant engagé de la Banque Mondiale de 10 millions d’USD.

* Le **Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (PDARP)**

Le projet est divisé en 4 composante : (1) Renforcement des capacités du MAE, (2) Réhabilitation de pistes rurales et des infrastructures de marchés ; (3) Soutien aux activités productrices et génératrices de revenus en milieu rural; (4) Gestion et coordination du projet.

Le projet, d’un montant initial de 40 millions d’USD (50% République du Congo, 50% AID), a bénéficié en 2014 d’un financement additionnel prévu de 10,5 millions d’USD dont 8 de la part de l’Etat et 2,5 de l’AID.

*La société financière internationale (IFC) : Appui au secteur privé[[6]](#footnote-6)*

L’IFC est une institution internationale de développement d’appui au secteur privé dans plus de 100 pays. Pendant l'année fiscale 2014, l’IFC a fourni plus de 22 milliards d’USD en financement pour l’amélioration des conditions de vie dans les pays en développement dont 9,3 aux micros, petites et moyennes entreprises en Afrique sub-saharienne.

Entre 1980 et 2014, l’IFC a investi 138 millions d’USD au Congo dont 7 millions en 2014. Le 9 juin 2014, l’IFC a exprimé son intérêt à augmenter son appui dans le pays dans les secteurs de l’infrastructure, des mines, de l’agro-business, de la finance et de la santé[[7]](#footnote-7) et le 11 octobre l’IFC a signé un accord avec le Gouvernement de la République du Congo, afin de réaliser des études de faisabilité pour évaluer le potentiel du projet d'aménagement hydroélectrique de la Sounda[[8]](#footnote-8).

*Les fonds et initiatives administrés par la Banque Mondiale*

* Le Fonds du Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF)[[9]](#footnote-9)

Créé en 2008, le FCPF est un programme de la Banque Mondiale qui regroupe des membres des gouvernements, du secteur privé, de la société civile et des représentants des peuples autochtones et qui vise la mise en œuvre du REDD+ dans les PED.

Dans le cadre du FCPF, deux mécanismes de financement ont été mis en place :

1. Le fonds de préparation à la REDD+ qui vise à appuyer les pays dans leur phase de préparation au niveau national via des dons;

En date du 20 mars 2015, la République du Congo a obtenu au titre de la préparation à la REDD+ 3,4 millions d’USD de la part du FCPF et 172 000 dollars étaient toujours disponibles.

La République du Congo a effectué une demande de financements additionnels auprès du FCPF de 5,2 millions d’USD pour la période 2016-2017 afin de finaliser son processus de préparation (CN REDD, 2015). Les activités visées sont :

* La finalisation et la consolidation des outils nationaux de la REDD+ ;
* La communication avec toutes les parties prenantes et renforcement des capacités ;
* La mise en place et le fonctionnement efficace des arrangements institutionnels, notamment la coordination multisectorielle en haut niveau ainsi que les structures décentralisées ;
* La coordination du processus REDD+ par la CN-REDD.

1. Le fonds carbone qui vise le paiement aux résultats REDD+ (achat des réductions d’émissions) ;

La République du Congo est actuellement en phase de finalisation du plan de financement de son projet de réduction d’émissions au Nord Congo. Dans le cadre de ce projet, il est prévu qu’une partie des réductions d’émissions soient achetées par le fonds carbone à raison de 12 millions de tonnes de CO2 équivalent sur la période 2017-2022 à 5 dollars/tonne soit 60 millions d’USD (source : Banque Mondiale).

On note qu’au-delà du fonds carbone du FCPF, il existe au niveau du groupe banque mondiale deux autres fonds carbone de paiements aux résultats auxquels la République du Congo ne participe pas à savoir : le *BioCarbon Fund* et le *Partnership for Market Readiness*. Le Biocarbon fund est initiative publique privée crée en 2004 de la Banque Mondiale dédiée aux projets d’utilisation des terres. En Afrique Centrale, le fonds permet de financer un projet de reboisement en RDC. Le *Partnership for Market Readiness* est également une initiative de la Banque Mondiale. Pour en bénéficier le pays doit exprimer son intérêt, développer et mettre en place un plan de préparation aux mécanismes de marché pour la commercialisation de ses réductions d’émissions.

|  |
| --- |
| Encadré 1 : Le programme de réduction d’émissions au Nord Congo (*source : CN REDD, 2014*)  Le programme de réduction d’émissions au Nord Congo est un programme juridictionnel de REDD+ à grande échelle comprenant les départements de la Sangha et de la Likouala au Nord Congo.  Parmi les activités principales qui seront mises en œuvre sur cette zone, on peut citer :   * La production durable de cacao en alternative à la déforestation non planifiée ; * La production améliorée de charbon de bois associée à l’utilisation du biochar ; * La mise en place de pratiques d’exploitation à faible impact dans les concessions forestières et la promotion de la certification ; * La mise en conservation de zones de concession forestière ; * Le boisement/reboisement (incluant l’agroforesterie communautaire).   A ces activités s’ajoutent des activités secondaires à savoir la diffusion de foyers améliorés, la cogénération et la mise en œuvre d’activités minières vertes.  Le processus implique diverses parties prenantes, y compris les membres du gouvernement central et départemental, le secteur privé et les membres des organisations de la société civile nationales et internationales.  Actuellement, l’élaboration du document du projet dont le plan de financement est en cours de finalisation. |

* Les Fonds d’Investissement pour le Climat (FIC)[[10]](#footnote-10)

Le sommet du G8 de juillet 2008 a approuvé la création de deux Fonds d’Investissement pour le Climat (FIC), administrés par la Banque mondiale. Le Fonds pour les Technologies Propres (*Clean Technology Fund ou CTF*) a pour but d’aider les pays en développement à catalyser les investissements publics et privés nécessaires pour déployer des technologies économes en carbone à large échelle dans les pays émergents. Le Fonds Stratégique Climat (*Strategic Climate Fund ou SCF*) vise, quant à lui, à financer des approches nouvelles ayant un potentiel de transformation et d’effet d’échelle pour lutter contre le changement climatique, et recouvre à ce stade trois programmes : lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts, risque climatique et résilience et développement des énergies renouvelables dans les pays pauvres. Ces fonds sont notamment implantés en Afrique au travers de la Banque Mondiale et de la BAD.

Le **Fonds pour les Technologies Propres (CTF),** d’un montant total prévu de 5,2 milliards d’USD, finance les activités de réduction de gaz à effet de serre (GES) en lien avec les énergies renouvelables le transport, et l’amélioration de l’efficacité énergétique. Aujourd’hui, 3,5 milliards d’USD de financements concessionnels ont été approuvé pour le développement d’activités au niveau mondial (16 pays bénéficiaires et la région Afrique du Nord/Moyen-Orient) dont environ 70% pour des projets d’énergie renouvelables (solaire, éolien et géothermie principalement), 15% pour les projets dans le secteur du transport et 15% dans le domaine de l’efficacité énergétique. La République du Congo est éligible mais ne figure actuellement pas parmi les pays bénéficiaires. Pour bénéficier de ce fonds, le pays doit exprimer son intérêt et sélectionner une banque de développement multilatérale (telle que la Banque Mondiale ou la BAD) qui mènera une mission conjointe pour évaluer les activités, les implications des différentes parties prenantes et les besoins en financement. Un plan d’investissement pour la mise en œuvre des activités éligibles au CTF devra être élaboré et approuvé par le CTF pour permettre par la suite le financement des activités.

**Le Fonds Stratégique Climat (SCF)** :

* Le **Programme d’Investissement pour la Forêt (FIP),** d’un montant total prévu de 771 millions d’USD (emprunts à taux concessionnels et dons), soutient les initiatives de type REDD+. Aujourd’hui, le programme a approuvé un financement total de 298 millions d’USD pour le développement de 18 projets au niveau mondial. Il est prévu que la République du Congo soit bénéficiaire de ce programme pour un montant actuellement estimé à 24 millions d’USD dont 18 millions sous forme de prêts à taux concessionnels et 6 millions sous forme de dons (source : Banque Mondiale). A cet effet, le pays travaille actuellement à la préparation de son plan d’investissement REDD+ national. Ces financements permettront notamment d’appuyer le programme de réduction d’émissions du Nord Congo et un projet d’approvisionnement en bois-énergie renouvelable dans les départements du Pool et de la Cuvette.

On note que selon les discussions menées avec le panel d’expert, la République du Congo bénéficie d’un financement 250 000 USD de la part du FIP et de 620 000 USD de la part du CAFI pour le préparation de son plan d’investissement REDD+.

* Le **Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR),** d’un montant total prévu de 1,2 milliards d’USD, soutient le développement de la résilience climatique en investissant dans des projets de gestion des ressources en eau, de développement urbain et des infrastructures, d’amélioration du cadre légal et réglementaire, de gestion des zones côtières, agricoles et des paysages, d’appui à la mise en place de systèmes d’information climatique et de gestion des risques. Les emprunts sont prioritairement accordés aux pays les moins développés avec des taux d’intérêt et conditions préférentiels (jusque 20 ans). Aujourd’hui, le fonds a approuvé un financement total de 910 millions d’USD pour le développement de 54 projets au niveau mondial. La République du Congo ne figure actuellement pas parmi les pays bénéficiaires. Pour bénéficier du fonds pour le financement des activités REDD+ ayant un double objectif atténuation/adaptation, le pays doit formuler un programme d’actions nationales d’adaptation (qui peut être appuyer avec les financements du PPCR). Une fois ce plan adopté, un cadre d’investissement pourra être proposé et des projets pourront être élaborés pour accéder aux financements du PPCR.

On note qu’il existe un troisième programme dans le cadre du SCF (Programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables dans les pays à faible revenus, SREP**)** mais celui-ci est à destination des pays à faible revenu.

* L’initiative pour la forêt de l’Afrique Centrale (CAFI)[[11]](#footnote-11)

Le CAFI, lancé officiellement en septembre 2015, est un fonds fiduciaire multi-partenaires (incluant notamment la France et la Norvège) hébergé par le Bureau des Fonds multi-partenaires du PNUD et destiné à appuyer le financement de la gestion durable et de la conservation des forêts au Cameroun, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Guinée Equatoriale, Gabon et République du Congo.

Le Fonds sera mis en œuvre par le biais des organisations de l’ONU participantes, la Banque mondiale et des agences de coopération internationale. Pour y accéder les pays doivent soumettre un cadre national d'investissement, une lettre d'intention et les documents de programme. Dans ce cadre, le 16 avril 2016, la RDC est le premier pays a signé une lettre d’intention pour un accord de financement de 200 millions d’USD[[12]](#footnote-12).

Pour la République du Congo, la déclaration conjointe a été signée et la subvention préparatoire a été accordée pour développer le plan national d’investissement. Les actions qui seront financées et les montants qui seront alloués à la République du Congo ne sont pas encore connus.

##### Le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD)[[13]](#footnote-13)

Les opérations de prêts et subventions du Groupe de la Banque pour les projets et les programmes sont menées par le biais de trois guichets dont la Banque africaine de développement et le Fonds africain de développement (FAD) qui est le guichet concessionnel de la Banque. En 2015, les montants octroyés par la Banque s’élève à 8,8 milliard d’USD dont 71% par la Banque et 29% par le Fonds.

En 2015, 2,9% des prêts et dons accordés par le groupe ont bénéficié à l’Afrique Centrale dont 50,1 % a été alloué aux opérations multisectorielles, 19,8 % au secteur des communications, 12,3 % au secteur de l’énergie et 9,7 % aux interventions dans le domaine social, tandis que les opérations dans le secteur agricole ont représenté 8,1 % du montant total.

La majorité des projets actuellement cofinancés par la BAD/FAD en République du Congo sont des projets d’appui au climat des affaires et finances publics et d’infrastructures (transport, énergie, eaux et assainissement). En lien direct avec les activités de la stratégie REDD+, le FAD finance le projet d’appui au climat d’investissement et à la gouvernance forestière (PACIGOF) dont le démarrage est prévu en juin 2016. D’un montant total estimé à 38 millions d’USD (50% FAD, 50% gouvernement), le projet vise le renforcement des capacités des institutions d’appui au secteur privé, encouragera les initiatives privées, et améliorera la gouvernance du secteur forestier et de la filière bois dans le pays*[[14]](#footnote-14).* En lien direct avec les activités de la stratégie REDD+, le projet vise notamment de renforcer les capacités du MEFDDE (techniques et matérielles), de l’API, d’appuyer la mise en place d’un système de certification forestière nationale (PAFC Congo) et de la stratégie nationale d’industrialisation (BAD, 2015).

*Les fonds et initiatives administrés par la BAD*

* Le Fonds pour les Changements Climatiques en Afrique (FCCA)

Créé en avril 2014, le FFCA est un programme administré par la BAD qui vise à appuyer le financement (sous forme de dons) de projets, programmes et activités de préparation aux changements climatiques (adaptation et atténuation). Au 31 décembre 2014, le Fonds avait reçu des contributions à hauteur de 6,2 millions d’USD (FCCA, 2014).

En juillet 2014, la BAD a lancé un appel à projets pour lesquels les montants minimums octroyés sont de 250 000 dollars par projets. Dans ce cadre, 20 projets ont été retenus dont un en République du Congo (FCCA, 2014).

##### La Banque de Développement des Etats de l’Afrique Centrale (BDEAC)[[15]](#footnote-15)

La BDEAC est l'institution de financement du développement de la CEMAC dont les Etats membres sont le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad.

La BDEAC intervient dans le financement d’investissements relevant des secteurs public et privé et concernant:

* Les infrastructures (énergie, télécommunications, ports, aéroports, chemins de fer, routes, matériels de transport, etc.) ;
* Les industries et agro-industries ;
* La microfinance;
* Les programmes immobiliers, hôtellerie, technologies de l'information.

En 2013, la Banque a consenti sous forme de prêts directs un montant de 155 600 millions FCFA, représentant 94,0 % du volume total des engagements. Ces financements directs sont allés majoritairement (50,8 %) aux infrastructures (routes et assainissement urbain), aux télécommunications (24,1 %), à la diversification de la production industrielle et agroindustrielle (19,7 %) ainsi qu’aux secteurs de l’immobilier et des services (5,5 %).

La répartition des concours entre les instruments mis en œuvre:

* 620 039 millions de FCFA sous forme de prêts et lignes de crédits affectés à 82 projets ou programmes, dont 605 646 millions au titre des prêts directs en faveur de 71 opérations, et 17 542 millions destinés aux refinancements de 3 banques commerciales, d’une société de leasing, de 5 établissements de micro finance et d’un groupement de femmes ;
* 7 783 millions de FCFA au titre d’avances pour 11 études relatives à la réalisation d’opérations d’intégration régionale dont trois études correspondent à des subventions à l’Etat Centrafricain (FCFA 3 412 millions) adossées sur l’Aide Budgétaire Globale (ABG) française, au profit des services sociaux de base ;
* 3 000 millions de FCFA sous forme de contributions non remboursables supportés par une ressource spéciale en faveur d’un projet ;
* 700 millions de FCFA au titre de 3 opérations de prise de participation au capital de 2 sociétés régionales et de la Banque Congolaise de l’Habitat (BCH) ;
* 15 000 millions de FCFA pour deux lettres de garantie aux banques, dont un établissement de micro finance.

En 2014, la Banque des États de l’Afrique Centrale (BEAC) a exprimé son souhait de développer un guichet concessionnel au niveau de la BDEAC et une étude de faisabilité a été financée à cet effet par la Banque mondiale (AID)[[16]](#footnote-16).

La BDEAC intervient aussi aux travers de « programmes spéciaux » comme le projet FINFORTROP de l’AFD en tant que maître d’ouvrage (cf. Encadré 2).

*Les fonds et initiatives administrés par la BDEAC*

* Fonds pour l’Economie Verte en Afrique Centrale (FEVAC)

Le FEVAC, initié par le secrétariat général de la Communauté Economique des Etats de l’Afrique Centrale (CEEAC) et la BDEAC, a pour objectifs :

* sur le plan politique, de permettre la diversification des économies des pays de l’Afrique Centrale, hors secteur pétrolier, avec des activités devant assurer la transition de ces économies vers une économie verte intégrée dans la chaîne de valeur mondiale et,
* sur le plan socio-économique, de financer le développement des petites entreprises déjà impliquées dans les différents secteurs de l’économie verte à forte valeur sociale, tels que la valorisation des déchets et des produits forestiers non ligneux.

Le Fonds n’a aujourd’hui pas encore été lancé.

##### Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA)[[17]](#footnote-17)

Le FIDA, organisme spécialisé des Nations Unies, est une IFD créée en 1977 avec pour but d’aider les populations rurales pauvres des PED à améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience. Dans cet objectif, le FIDA accorde des prêts à faible taux d’intérêt et des dons aux PED afin de financer des programmes et projets novateurs de développement agricole et rural[[18]](#footnote-18).

Le FIDA est l’une des principales institutions multilatérales qui œuvrent pour l’agriculture en Afrique. Le Fonds compte au total 176 pays membres: des États membres de l’Organisationdes pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de l’OCDE, des pays en développement et des pays à revenu intermédiaire (FIDA, 2016).

Les principaux appuis apportés concernent l’amélioration des pratiques agricoles, la prise en compte des facteurs climatiques et environnementaux (notamment pour l’adaptation aux changements climatiques), le développement de la finance rurale, la meilleure intégration des femmes et des minorités et le renforcement institutionnel.

Le FIDA a appuyé 1 013 programmes et projets, en partenariat avec 123 gouvernements bénéficiaires et mobilisé environ 25,3 milliards d’USD pour des opérations en faveur du développement rural en apporté une contribution supplémentaire de 17,6 milliards d’USD (FIDA, 2016).

Depuis 1983, le FIDA a cofinancé 8 projets en République du Congo dont 6 sont terminés (dont les 3 PRODER) et 2 sont toujours en cours. Le coût total des projets est estimé à 116,5 millions d’USD pour une participation du FIDA sous forme de prêt de 63,7 millions d’USD.

En 2009, il a été défini un programme d’options stratégiques pour le pays (COSOP) avec le FIDA pour la période 2010-2014. Les objectifs de ce programme étaient (FIDA, 2009) :

1. L’amélioration des pratiques des petits producteurs dans les secteurs de l’agriculture et de la pêche,
2. L’amélioration de l’accès aux marchés et des chaînes de valeur ;
3. La promotion de l’organisation des producteurs et de leur participation à l’élaboration des politiques et de la planification locale et nationale.

Le COSOP 2016-2020 n’a pas encore été défini.

Parmi les projets en cours, on compte le Programme d’appui au développement des filières agricoles (PADEF) pour un montant total de 17,3 millions d’USD financé à 57% par le FIDA et un projet d’appui à la pêche et l’aquaculture de 17,1 millions d’USD.

* Le Programme d’Adaptation pour les petits exploitants agricoles (*Adaptation for Smallholder Agriculture Programme* – ASAP)[[19]](#footnote-19)

Lancé en 2012, l’ASAP appui les projets de développement rural dans les PED visant l’adaptation aux changements climatiques des petits exploitants agricoles (en lien avec la production agricole, la transformation, le stockage et l’accès aux marchés). Aujourd’hui, le programme a permis de financer 36 projets pour un montant total de 285 millions d’USD touchant environ 6 millions de petits exploitants. La République du Congo ne figure pas à ce jour parmi les bénéficiaires du programme mais du fait que le pays est éligible au FIDA, il l’est également au programme ASAP. La procédure et les garanties pour l’obtention des financements ASAP sont identiques à celles du FIDA.

##### Le Fonds de l’OPEP pour le Développement International (FODI)

Le Fonds de l’OPEP pour le développement international (FODI) est une institution financière de développement intergouvernementale fondée en 1976 par les membres de l’OPEP. En 2015, les engagements des membres de l’OPEP pour le FODI se sont élevés à 3 462 millions d’USD. Les prêts du FODI sont concessionnels avec un élément don en général égal ou supérieur à 40 %, des taux d’intérêt variant entre 1 et 3,75 % et une durée de remboursement est entre 20 et 30 ans avec un différé de 4 à 10 ans[[20]](#footnote-20). Entre 1976 et 2016, l’OPEP a financé 8 projets de développement au Congo pour un total de 57,5 millions d’USD dont 14,5 millions de cofinancement pour les projets PRODER 2 et PRODER 3[[21]](#footnote-21).

##### Autres

La Banque Arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) gère en partie l’aide au développement des pays arabes et a des activités dans les pays d’Afrique Subsaharienne et notamment au Congo. En République du Congo, le montant des 14 opérations réalisées avec la BDEAC est de 94 millions d’USD entre 1975 et 2015 majoritairement dans le secteur des infrastructures (9% pour un projet de développement de plantions d’hévéas)[[22]](#footnote-22).

#### La Commission Européenne (CE)[[23]](#footnote-23)

L'Union européenne (UE) gère une partie de l'aide financière totale des pays européens (moins de 20%), via l'office de coopération EuropeAid[[24]](#footnote-24). Celle-ci est principalement distribuée sous forme de subventions et d'autres mécanismes permettent de combiner prêts et subventions. Elle peut servir à financer des projets spécifiques, soutenir des secteurs particuliers ou être allouée sous forme d'aide budgétaire aux gouvernements bénéficiaires.

Au Congo, il existe deux outils de coopération utilisés avec l’Union Européenne[[25]](#footnote-25) :

1. **Fonds de Développement Européen** (FED). Il est financé directement par les États membres et est dirigé par un comité indépendant.

Le 10ème FED, couvrant initialement la période 2008-2013 a alloué pour le Congo 85 millions d’euros pour majoritairement des activités d’intégration régionale (57 millions d’euros dans le secteur des transports) et la gouvernance (16 millions) dont la gestion durable des ressources naturelles.

En mars 2015, la République du Congo est entrée dans le 11ème FED (2014-2020) avec la signature du Programme Indicatif National. Doté d'une enveloppe de 103 millions d'euros soit, 67 563 milliards de FCFA,  le 11ème FED servira essentiellement à financer des programmes et des projets dans les domaines de  la gouvernance économique et commerciale (20% du budget) dont les activités en lien avec le processus FLEGT et du développement local (75% du budget).

1. **Un budget propre qui peut être alloué par la Commission européenne à des programmes spécifiques de développement. Au Congo, elle a notamment alloué 5,5 millions d’euros pour le soutien à la filière sucre depuis 2007.**

Actuellement l'UE a engagé, toute aide confondue, environ 226 millions d'euros soit 148,2 milliards de FCFA au Congo dont 54,5 % pour l’amélioration des infrastructures de transport. Le diagramme ci-dessous présente la répartition de l’aide au Congo en fonction des secteurs en septembre 2010.

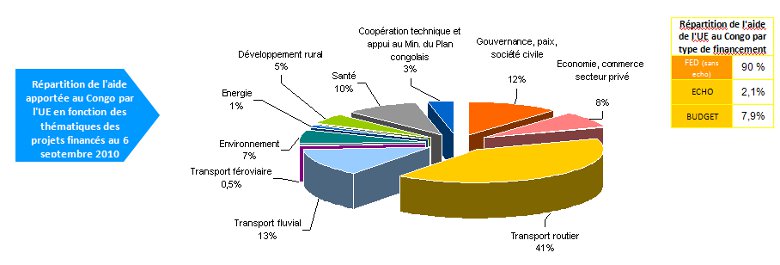


Figure 4: Répartition de l'aide apportée au Congo par l'UE en fonction des thématiques des projets au 6 septembre 2010

Parmi les projets en cours de mise en œuvre et en lien avec les activités de la stratégie nationale REDD+, on peut citer :

* La **facilité UE REDD** hébergée par EFI (European Forest Institute). Avec un montant total d’environ 9,5 millions d’euros sur la période 2011-2017, l’UE REDD appui la mise en œuvre d’initiatives en lien avec l’amélioration de la gouvernance pour l’utilisation des terres dans le cadre du REDD+ principalement au Cameroun, République du Congo, RDC, Côte d’Ivoire, Indonésie et Vietnam.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Projet | Années | Budget (€) |
| Amélioration de la participation de la société civile et populations autochtones dans le processus REDD+ | 2011-2015 | 40 000 |
| Amélioration de l’accès aux informations sur le processus REDD+ et FLEGT | 2013-2014 | 40 000 |
| Mécanisme de partage des bénéfices multiples de la REDD+ | 2014-2015 | 300 000 |

Tableau 2 : Projets mis en œuvre en République du Congo avec la facilité UE REDD (source : [www.euredd.efi.int/roc](http://www.euredd.efi.int/roc))

* La **facilité EU FLEGT** hébergée par EFI. Avec un montant de 45,7 millions d’euros sur la période 2006-2018, la facilité est financée majoritairement par l’UE (56%), le DFIF (20%), le Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas (11%) et le SIDA (8%) pour 18 pays bénéficiaires.

Les fonctions de la facilité sont de : (1) appuyer le partage d’information, le renforcement des capacités et la collaboration sur le processus FLEGT (*Forest Law Enforcement, Governance and Trade*) au niveau régional, (2) informer sur les plans d’action FLEGT et les accords de partenariats volontaires, (3) appuyer le dialogue national, (4) apporter un appui technique sur les aspects en lien avec les accords de partenariat volontaires (APV) et le développement du cadre de vérification de la légalité au niveau national.

En lien avec le processus FLEGT, l’UE a notamment appuyer le financement du projet d’étude des coûts du système de vérification de la légalité (SVL) au Congo en 2012-2013, le projet de mise en place d’observateur indépendant (OI-FLEG), l’élaboration et validation nationale du manuel de procédures pour l’obtention des documents vérificateurs de la grille de légalité FLEGT, le projet d’audit indépendant, etc.

Aujourd’hui, l’UE cofinance avec la République du Congo le projet de Système Informatique de Vérification de la légalité des bois et produits dérivés au Congo (SIVL). Dans le cadre de ce projet, lancé le 8 juillet 2015, 1,7 millions d’euros sont financés par l’UE pour le développement du SIVL. Dans un deuxième temps, le gouvernement du Congo financera le déploiement au niveau national du logiciel[[26]](#footnote-26).

On remarque l’Union Européenne a créé en 2007 l’Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (AMCC) qui a notamment pour but d’apporter un appui technique et financier aux pays et régions dans le domaine des changements climatiques. Cependant les pays éligibles sont les Pays les Moins Avancés (PMA) et les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID) dont la République du Congo ne fait pas partie[[27]](#footnote-27).

|  |
| --- |
| Encadré 1: Les appuis des agences des Nations Unies  Les agences des Nations Unies telles que le PNUE, le PNUD ou la FAO n’ont pas pour mandat d’apporter un appui financier aux projets de développement. Par contre, elles peuvent être gestionnaires de fonds attribués aux pays et aux régions pour la mise en œuvre des projets en tant que partenaires opérationnels comme c’est le cas du FEM.  Financées par le biais de l’APD multilatérale, ces agences fournissement également des assistances techniques aux gouvernements des programmes et projets de développement. En mars 2015, dans le cadre du programme ONU REDD, il a été mobilisé 4 millions d’USD pour faciliter le processus de préparation à la REDD+ de la République du Congo (CN REDD, 2015). |

#### Les mécanismes financiers de la CDB et de la CCNUCC

##### Le Fonds Vert Climat (FVC)[[28]](#footnote-28)

Le FVC est un mécanisme financier mis en place dans le cadre de la CCNUCC en 2010 destiné à financer des projets d’atténuation (50% des financements) et d’adaptation (50%) aux changements climatiques. En 2014, le fonds a réuni 10 milliard d’USD pour un total d’engagements annoncé de 10,3 milliard d’USD sur la période 2015-2018.

Lors de négociations, les pays développés ont annoncé une mobilisation de 100 milliards d’USD par an pour la lutte contre les changements climatiques et qu’une majeure partie de ces fonds seront attribués au FVC.

Le FVC a identifié 5 programmes d’investissements prioritaires :

1. La production et l’accès à l’énergie ;
2. La croissance urbaine compatibleavec les changements climatiques ;
3. L’agriculture bas carbone et résiliente aux changements climatiques ;
4. Le renforcement de la finance pour les forêts et les changements climatiques ;
5. L’amélioration de la résilience des PIED.

Pour accéder aux financements, il est nécessaire que le pays dispose d’une autorité nationale désignée (ou point focal) spécifique au FVC en charge d’approuver les candidatures des entités opérationnelles nationales ou régionales et d’approuver les projets et programmes proposés par les entités accréditées.

Aujourd’hui 8 projets ont été retenus par le Fonds pour un financement total de 168 millions dollars dont 3 en Afrique, 3 en Asie et 2 en Amérique Latine comprenant notamment la création d’un fonds d’appui aux PME dédiés à l’énergie verte en Afrique de l’Est[[29]](#footnote-29).

Actuellement, en République du Congo, il a été obtenu un financement de 300 000 USD pour opérationnaliser la structure nationale en charge du FVC. L’approche retenue pour la mise en place et l’opérationnalisation de ce fonds consiste actuellement à :

1. Identifier les besoins en renforcement des capacités du point focal ;
2. Définir et mettre en place le cadre stratégique national d’interaction avec le fonds ;
3. Recruter et mettre en place une cellule de gestion en appui au point focal pour l’élaboration, l’appui technique et le suivi du projet.

Actuellement, la requête du Congo est en préparation pour l’accès à la deuxième tranche d’un montant de 700 000 USD pour le financement de deux activités (source : panel d’experts):

* + Choix, préparation et appui à une ou deux entités nationales accréditées au FVC ;
  + Développement d’un pipeline de projets/programmes à soumettre au FVC.

##### Le Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM)[[30]](#footnote-30)

Le FEM, mécanisme financier international, a été établi est 1992 à la suite du somment mondial de la Terre à Rio avec pour objectif de s’attaquer aux problèmes environnementaux à l’échelle mondiale tout en encourageant un développement durable au niveau national. Avec 172 pays membres, le FEM a financé depuis 1992 environ 4 000 projets pour un montant de 14,5 milliards d’USD sous forme de dons et a mobilisé 75,4 milliards d’USD de financements additionnels.

Le FEM dispose de 18 partenaires opérationnels agréés dont le groupe Banque Mondiale, le FIDA, la BAD, Conservation International, le *World Wildlife Fund* (WWF), le PNUE, le PNUD, l’Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et la *Food and Agriculture Organization* (FAO).

Concernant plus particulièrement la République du Congo, 15 projets nationaux et 21 projets régionaux et globaux ont été approuvés par le FEM pour un montant total de, respectivement, 19,4 et 182 millions d’USD de dons.

En 2008, le FEM a approuvé la mise en œuvre d’un programme stratégique pour la gestion durable des forêts du Bassin du Congo (CBSP) porté par la Banque Mondiale avec le PNUE, PNUD, FAO et la BAD. Le programme était destiné à financer des initiatives régionales et nationales dans les 6 pays du Bassin du Congo pour un montant total de 200,7 millions d’USD dont 54,7 de participation du FEM. Parmi les activités du CBSP, on peut citer le projet de gestion des mangroves, zones humides et écosystèmes forestiers au Congo (0,4 millions d’USD), de financement durable du système d’aires protégées du Bassin du Congo (58,8 millions), de gestion de la faune et de la viande de brousse dans le Bassin du Congo (10,2 millions), de renforcement des capacités institutionnelles sur le REDD+ (26,2 millions), de gestion durable des ressources en bois (9,3 millions) et de renforcement des capacités sur la gestion durable des forêts du Bassin du Congo (1,9 millions).

En plus du programme de gestion forestière durable dans le Bassin du Congo et en lien direct avec les activités de la stratégie REDD+, on peut citer les projets suivants :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Portée | Projet | Agence d’implantation | Dons FEM  (millions USD) | Cofinancement  (millions USD) | Statut |
| Nationale | Projet de conservation et gestion des aires protégées | Banque Mondiale | 10 | 3,8 | Terminé |
| Nationale | Electrification rural – mini réseau de distribution d’énergie hydraulique | PNUD | 1,9 | 13,5 | Approuvé |
| Nationale | Appui à la création du complexe de Conkouati Dimonika | PNUE | 2,9 | 15 | Approuvé |
| Régional (Gabon, Cameroun, Congo) | Gestion de la zone transfrontalière Minkebe-Odzala-Dja | PNUD | 20,8 | 33,8 | En cours |

Tableau 3: Projets cofinancés par le FEM en République du Congo et dans la région (source : site du FEM)

Selon le rapport de progression annuel REDD+ 2014-2015, le FEM doit également accorder un financement de 6 millions d’USD pour la mise en œuvre des activités du programme de Réduction d’émissions du Nord Congo[[31]](#footnote-31).

Dans le cadre du FEM, deux fonds climatiques spéciaux ont été mis en place à savoir le Fonds Spécial pour le Changement Climatique (*Special Climate Change Fund* – SCCF) accessible à tous les pays non anexes 1 du protocole de Kyoto et le Fonds pour les pays les moins avancés (*Least Developed Countries Fund* - LDCF).

* Fonds Spécial pour le Changement Climatique (SCCF)

Opérationnel depuis 2002, le SCCF vise à appuyer le financement de projets en lien avec l’adaptation et les transferts de technologies dans les PED en priorité mais également l’atténuation (dans les secteurs de l’énergie, transport, industrie, déchets, agriculture et forêt) et la diversification économique. Aujourd’hui, le SCCF a approuvé 54 projets nationaux et 12 projets régionaux et globaux pour une participation totale de, respectivement, 208 et 69 millions d’USD. Le République du Congo ne figure pas aujourd’hui au niveau des bénéficiaires de ce fonds aussi bien dans le cadre de projets nationaux que régionaux. Pour en bénéficier, les procédures pour le financement des projets sont similaires à celles du FEM et la demande doit être réalisée par le biais d’une entité accréditée pour l’accès aux financements du FEM avec l’approbation de l’autorité nationale désignée.

##### Le Fonds d’Adaptation (AF)[[32]](#footnote-32)

Etabli dans le cadre du protocole de Kyoto, le Fonds d’Adaptation vise le financement de projets et programmes permettant de réduire la vulnérabilité des communautés aux changements climatiques dans les PED. Les secteurs visés sont l’agriculture, la gestion des zones côtières, la réduction des risques liées aux catastrophes, la sécurité alimentaire, le développement rural, la gestion de l’eau et les projets multisectoriels. Depuis 2010 le fonds a engagé 338,5 millions d’USD dans 61 pays à raison de 0,6 à 10 millions d’USD par projet.

La République du Congo ne bénéfice pas actuellement de ce fonds. Pour accéder aux financements, en analogie au FEM et au FVC, il est nécessaire que le pays dispose d’une autorité nationale désignée spécifique au fonds en charge d’approuver les candidatures des entités d’implémentations nationales ou régionales et/ou d’approuver les projets et programmes proposés par les entités accréditées. Les entités d’implémentations pourront dès lors soumettre des propositions de projets au fonds d’adaptation.

### Les financements bilatéraux

Le graphique ci-dessous, élaboré à partir des statistiques 2014 de l’OCDE, reprend les montants versés bilatéralement au titre de l’APD à l’Afrique Subsaharienne pour les principaux donneurs (versements supérieurs à 2% du montant total).

Figure 5: Ventilation par donneur des versements bilatéraux nets d'APD des pays de l’OCDE en faveur de l'Afrique subsaharienne en 2014

Parmi les autres pays non membre de l’OCDE, les pays arabes et notamment l’Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis contribuent également de manière importante à l’APD avec en 2013 respectivement 13 634 et 4 892 millions d’USD[[33]](#footnote-33). En 2014, l’APD des pays arabe représente 13% de l’APD distribuée dans le monde entier (Trogoff, 2014). Cependant cette APD est majoritairement distribuée au niveau des pays arabes de la région et la partie des financements adressée à l’Afrique et à l’Asie est principalement à destination des pays majoritairement musulmans tels que le Soudan, la Somalie, la Mauritanie, le Pakistan ou encore les Philippines (Trogoff, 2014).

Dans le cadre de cette partie du plan d’investissement on s’intéresse principalement aux appuis bilatéraux issus des pays de l’OCDE qui contribuent majoritairement à l’APD en Afrique Sub-saharienne et/ou qui ont des accords de programmes bilatéraux spécifiques avec la République du Congo. A ces pays s’ajoute la Chine qui est un des partenaires commerciaux principaux de la République du Congo.

#### La France

*L’Agence Française de Développement (AFD)[[34]](#footnote-34)*

L’AFD est une institution financière publique qui met en œuvre de la politique d’aide publique au développement de la France. En 2015, l'AFD engagé 8,3 milliards d’euros dans les PED dont 2,8 milliards d’euros qui ont financés des projets de développement ayant également un impact positif sur le climat. L'Afrique subsaharienne est la zone d'intervention prioritaire de la politique publique française de développement. En 2015, l'AFD y a investi 3,1 milliards d'euros, soit 38% du total de ses financements.

La République du Congo figure parmi les pays de la zone de solidarité prioritaire de la France et bénéficie ainsi des concours financiers de la France. Selon le rapport d’activité annuel de l’AFD, en 2014, le pays a reçu de la part de la France 134 millions d’euros en prêts et participations.

Les financements et l'accompagnement de projets par l'AFD au Congo se concentrent sur trois axes d'intervention : les services publics de base et infrastructures, le développement humain et la forêt-environnement-agriculture. Quatre outils de financements sont employés par l’AFD au Congo :

1. Les contrats désendettement-développement (C2D)

Dans le cadre du premier C2D signé en 2010, un montant de 80 millions d’euros a été engagé dans les secteurs de l’infrastructure et de l’assainissement. Dans le cadre du deuxième couvrant la période 2015-2019, pour un montant de 149 millions, seront financés des projets d’infrastructures et sociaux ainsi que un appui à la formation professionnelle aux secteurs de l'énergie et du bois (16 millions) et à l'agroforesterie (14 millions). Un fonds d’étude pour le renforcement des capacités (FERN) sera également mis en place (8 millions d’euros).

1. Les subventions

Les subventions accordées par la France ont notamment permis de financer le projet d’appui à la gestion durable des forêts (PAGEF), le projet d’appui à la refondation du système de la formation professionnelle ou le projet d’appui au développement des ressources humaines du secteur de la santé. Aujourd’hui, la République du Congo faisant partie des pays à revenus intermédiaires, il ne bénéficie plus des subventions accordées par l’AFD.

1. Les prêts (concessionnels et non concessionnels)

Ces prêts ont notamment été employés pour les grands projets d’infrastructure, distribution d’eau potable, drainage pluvial et électricité.

1. Les garanties

A travers le mécanisme ARIZ, l’AFD peut octroyer sa garantie pour des opérations visant à favoriser la mobilisation des ressources locales. Au Congo, l’AFD a mis en place une garantie de portefeuille auprès de la BCI et des garanties individuelles.

Dans le domaine Forêt-environnement, l’AFD a financé:

* De 2007 à 2014, l’AFD a octroyé une subvention de 5 millions d’euros pour le PAGEF visant à appuyer l’aménagement des concessions forestières du sud Congo.
* En 2014-2015, l’AFD a financé le projet de révision du code forestier. Les décrets et textes d’applications du code seront financés par le projet PFDE de la Banque Mondiale.

Dans le cadre du financement C2D, deux projets sont actuellement en cours de discussion à savoir (source : AFD) :

* Un projet « Paysage Forestier Nord Congo » avec une composante biodiversité (connectivité des aires protégées et des concessions), une composante d’accompagnement au développement des fonds de développement locaux (incluant notamment des plantations de cacaoyères dans les séries de développement communautaire), une composante d’appui de l’aménagement forestier aux concessions non aménagées. Le projet aura un coût d’environ 7,5 millions d’euros dont 1,5 millions proviendront du FFEM.
* Un projet agricole incluant l’appui à l’agriculture vivrière en périphérie dans grands centres urbains (pour 3 millions d’euros) et d’appui à la filière cacao dans le Nord du pays (6 millions d’euros).

L’AFD envisage également le financement de projets de plantations bois-énergie.

On note que, en 2015, la CN-REDD a élaboré un document de projet de plantations de bois énergie et d’agroforesterie autour des grands centres urbains de 5 ans comportant des composantes d’appui institutionnel et de production de miel. Pour la mise en œuvre de ce projet, selon le panel d’expert, le gouvernement de la République du Congo pourra solliciter un appui de 4,3 millions d’euros auprès de l’AFD pour un coût total du projet estimé à 5,2 millions d’euros (source : CN REDD).

Au Congo, l’AFD cofinance sept partenariats avec des ONG internationales, notamment dans le domaine du développement local, le renforcement des capacités de la société civile nationale et l’amélioration des conditions de vie des populations locales visant à diminuer les risques sanitaires.

Au niveau régional, l’AFD finance également des projets comme le projet FINFORTROP, le projet de suivi satellitaire des forêts, etc. et apporte un appui la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC).

*PROPARCO[[35]](#footnote-35)*

Filiale de l’AFD dédiée au secteur privé créée en 1977, Proparco intervient dans le financement et l’accompagnement de projets d’entreprises et d’institutions financières dans les pays en développement et émergents (de la PME au groupe bancaire régional et dans l’établissement de microfinance).

L’action de Proparco se concentre sur huit secteurs: les infrastructures avec un focus sur les énergies renouvelables, l’agriculture et l’agro-industrie, les banques et marchés financiers, le climat, la santé, l’éducation, la microfinance et les fonds d’investissement.

L’Afrique Sub saharienne représente 50% de l’activité annuelle de Proparco (1,5 milliard d’euros de portefeuille). Conformément à l’engagement prononcé par le Président de la République fin 2013, sur la période 2014-2019, Proparco mobilisera au minimum 3,7 milliards d’euros d’investissements en Afrique subsaharienne.

Aujourd’hui, la Proparco ne dispose pas de projet en République du Congo (uniquement au Cameroun pour la région du Bassin du Congo).

*Les fonds et initiatives*

* *Le Fonds Français pour l’Environnement Mondial (FFEM)[[36]](#footnote-36)*

Créé en 1994, le FFEM, fonds public bilatéral, est un instrument financier de la politique française de coopération et de développement, dédié à la protection de l’environnement et au développement durable. Son pilotage est assuré par l’AFD et cinq ministères (économie et finances, affaires étrangères, développement durable, recherche, agriculture). L’AFD est chargée du secrétariat et de la gestion financière.

De manière générale, le fonds apporte un complément de financement entre 0,5 et 1,5 millions d’euros aux projets de développement portés par les membres du comité de pilotage qui ont un impact significatif et durable sur les grands enjeux de l’environnement mondial (biodiversité, changements climatiques, eaux internationales, dégradation des terres incluant la désertification et la déforestation, polluants organiques persistants et couche d’ozone).

De plus, en 2006, le fonds a mis en place le programme de petites initiatives (PPI) en Afrique de l’Ouest et Centrale qui a pour **a pour objectif de soutenir les organisations de la société civile des pays africains actives dans la protection de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique, à travers le financement de projets de petite taille. Chaque année 15 à 18 projets sont cofinancés par le FFEM à hauteur de 50 000 euros maximum chacun.**

* Interact Climate Change Facility (ICCF)

En 2011, l’AFD, la Banque européenne d’investissement (BEI), PROPARCO et 10 autres institutions européennes de financement du développement ont mis en place l’ICCF visant au cofinancement de projets d’énergies renouvelables et d’efficacité énergétique portés par le secteur privé dans les pays en développement et émergents.

Sur la période 2012-2014, l’ICCF a engagé 269 millions d’euros sur 15 projets « climat ». L’éolien représente près de la moitié des projets financés par l’ICCF, suivi par l’efficacité énergétique, l’énergie solaire, la géothermie et l’hydro-électricité. Ils se répartissent à parts sensiblement égales entre l’Asie et l’Afrique.

Depuis sa création, l’ICCF a collecté 461 millions d’euros[[37]](#footnote-37).

* Fonds d’étude et d’Aide au Secteur Privé (FASEP)[[38]](#footnote-38)

Le FASEP est un instrument de don de l’aide-projet des ministères économiques et financiers français. Il a pour objectifs de :

* bénéficier à des entités publiques et des projets répondant aux besoins de développement des pays récipiendaires, dans une perspective de développement économique durable (meilleur accès à l’eau, à l’électricité, amélioration de l’offre de transports, renforcement des capacités médicales, etc.) ;
* contribuer au développement international des entreprises françaises en les positionnant sur des secteurs où elles disposent d’un savoir-faire reconnu.

Il se décline en deux formules :

* le « FASEP-Études » qui finance principalement des études de faisabilité ou de l’assistance technique en amont de projet de développement ;
* le « FASEP-Innovation verte » qui finance des démonstrateurs de technologies innovantes dédiées à l’environnement et au développement durable ;

Depuis 2000, 327M€ de dons ont soutenu 508 prestations de plus de 200 entreprises françaises, dans 84 pays. En République du Congo, le FASEP-Innovation Verte a permis de financer à hauteur de 250 000 euros le projet d’installation d’hydroliennes flottantes à Moulenda (département du Pool) mis en œuvre par l’IRAM France (Institut de Recherche et d’Application des Méthodes de Développement).

#### L’Allemagne

La République du Congo n’a pas d’accord de coopération bilatérale avec l’Allemagne mais elle bénéficie de financements à travers des programmes d’appuis régionaux.

L’appui de l’Allemagne au développement des pays du Bassin du Congo passe par plusieurs ministères à savoir :

* le ministère fédéral de l’Alimentation et de l’Agriculture (BMEL) qui a notamment financé le projet GCP/RAF/441/GER « Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion durable des produits forestiers non ligneux » dans les pays du Bassin du Congo ;
* le ministère fédéral de l'Environnement*,* de la Protection de la nature, de la Construction et de la sûreté nucléaire (BMU) qui finance notamment l’Initiative Climat Internationale (IKI) ;
* le ministère fédéral de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) et ses organismes d’exécutions.

*Le ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ)[[39]](#footnote-39)*

Le BMZ contracte des organismes d'exécution pour la réalisation concrète des projets et programmes de développement du gouvernement allemand. Il s’agit de :

* la KfW Entwicklungsbank (Banque de développement) et de l’agence allemanded'investissement et de développement (DEG), filière de la KfW d’appui au secteur privé pour la coopération financière ;
* la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ) pour la coopération technique.

La République du Congo bénéficie actuellement des appuis régionaux de la BMZ notamment au travers de le projet d’appui GIZ à la COMIFAC comprenant notamment un appui à la Fondation pour le Tri-national de la Sangha (FTNS, cf. partie 1.3) et la mise en œuvre du programme de Promotion de l’exploitation certifiée des forêts dans le Bassin du Congo (PPECF).

Démarré en 2012 pour une durée de 4 ans, le programme PPECF finance des projets d’appui aux gouvernements, secteur privé et société civile pour l’accès et le maintien de la certification FSC et PAFC dans les pays du Bassin du Congo. Il a été financé par la KfW à hauteur de 6,5 milliards de FCFA et la coordination de la mise en œuvre est assurée par la COMIFAC[[40]](#footnote-40).

On note que dans le cadre de ses activités, outre la certification forestière, la BMZ a également appuyé la promotion de la certification de la production d’huile de palme durable en Afrique.

*L’agence allemande**d'investissement et de développement (DEG)[[41]](#footnote-41)*

La DEG est une filiale de la KfW qui appui le entreprises privées qui investissement dans les pays en voie de développement et émergent. En 2015, la DEG a investi plus de 1 milliards d’euros dont 284 millions en Afrique Sub-saharienne et dispose d’un portefeuille d’investissement d’environ 8 milliards d’USD.

Aujourd’hui, la DEG figure parmi les plus grandes institutions de financement du développement dans le monde.

*Les fonds et initiatives*

* Initiative Climat Internationale (IKI)[[42]](#footnote-42)

Créé en 2008 par le ministère fédéral de l'Environnement*,* de la Protection de la nature, de la Construction et de la sûreté nucléaire (BMU), l’IKI finance des projets dans les domaines de l’atténuation des émissions de GES, l’adaptation, le REDD+ et la conservation de la biodiversité.

Depuis 2008, l’IKI a permis de financer 500 projets pour un montant total de 1,7 milliards d’euros. En 2014, le montant total investit sur l’année était de 319 millions d’euros.

La République du Congo ne fait actuellement pas partie des bénéficiaires du fonds. Pour bénéficier du fonds, il est nécessaire de présenter un document initial de projet selon le modèle adopté par le fonds lors d’appels à propositions. Si le projet est présélectionné, une deuxième étape est de soumission d’une proposition de projet plus détaillée est alors réalisée pour la sélection finale des projets.

* REDD early movers (REM)

Le programme REDD early mover (2012-2019) est un fonds multilatéral (Allemagne, Norvège) qui vise à réaliser des paiements aux résultats des initiatives REDD+ pour les pays ayant déjà démarré leurs activités sur le terrain.

Depuis 2012, le programme supporte une activité de déforestation évitée dans l’Etat d’Acre au Brésil. En 2014, la Colombie et l’Equateur sont devenus bénéficiaires du programme pour la période 2015-2017. Sur cette période, le programme achètera les réductions d’émissions des deux pays à hauteur de 5 dollars par tonne de CO2 équivalent pour un montant total maximum de 32,5 millions d’USD par pays[[43]](#footnote-43).

Pour bénéficier de ce fonds, la procédure est similaire au Fonds Carbone du FCPF et nécessite l’approbation des documents de projets juridictionnels ou nationaux incluant l’ensemble des éléments relatifs au niveau de référence, aux réductions d’émissions attendues, au système de suivi, reportage et vérification, au respect des garanties sociales et environnementales, au partage des bénéfices et etc.

* NAMA facility[[44]](#footnote-44)

Fonds multi-bilatéral créé par l’Allemagne et le Royaume Unis en 2013, la Facilité NAMA aujourd’hui regroupe de multiples donneurs dont l’UE et le Danemark pour un montant des contributions totales s’élevant à 215 millions d’euros. Les financements visent à appuyer les pays en voie de développement et émergent dans la mise en place de mesures d'atténuation appropriées à l'échelle nationale (NAMAs).

La République du Congo ne fait actuellement pas partie des bénéficiaires du fonds. Pour bénéficier de ce fonds, la Facilité NAMA organise des appels à propositions. Aujourd’hui 3 ont été réalisés et 12 programmes sont en phase d’implantation et de mise en œuvre dans 11 pays (pour environ 45 propositions de projets réalisées par appel). Les projets sont financés à hauteur de 5 à 20 millions d’euros par projet et doivent être soumis soit par le gouvernement, des organisations intergouvernementales ou par des organisations d’exécutions dites qualifiées. Pour être considérés, les projets doivent associés une organisation d’exécutions répondant aux critères de qualifications du fonds (légalité, expérience dans la gestion de financements de l’APD, absence de conflits d’intérêts, etc.) et satisfaire des critères d’ambition et de faisabilité.

* Global Climate Partnership Fund (GCPF)[[45]](#footnote-45)

Le GCPF est un fonds multi bilatéral créé par l’Allemagne et l’Autriche qui appui le financement (soit directement soit via une institution financière) de projets d’amélioration de l’efficacité énergétique et d’énergie renouvelable. Les projets éligibles sont, pour l’efficacité énergétique, les projets qui réduisent d’au minimum 20% des émissions de GES (dans le bâtiment, l’industrie et les procédés) et, pour l’énergie renouvelable, les projets de petite et moyenne échelle employant l’énergie solaire, le mini hydroélectrique, les parcs éoliens ou encore la biomasse.

A la fin 2014, le fonds a permis le financement de 15 projets dans 12 pays pour un montant total de 230,2 millions d’euros (dont 43 millions en 2014).

La République du Congo ne fait actuellement pas partie des bénéficiaires du fonds mais elle fait partie des pays ciblés par celui-ci. Pour bénéficier du fonds, les institutions financières ou les porteurs de projets doivent soumettre les documents de projet au fonds (incluant le plan de financement et les études de risques).

#### Les Etats-Unis

*Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development – USAID)* [[46]](#footnote-46)

Les Etats-Unis contribuent majoritairement à l’APD notamment au travers de l’USAID chargée du développement économique et de l’assistance humanitaire dans le monde.

Il n’existe pas de programme d’aide bilatérale entre la République du Congo et les Etats-Unis. Outre l’APD dispensée par les institutions multilatérales et l’aide d’urgence humanitaire, la contribution des Etats-Unis à la coopération au développement avec le Congo est réalisée au travers du programme régional de l'AfriqueCentrale pour l'environnement (CARPE) et de son soutien au Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC).

*Société de promotion des investissements privés à l’étranger (Overseas Private Investment Cooperation - OPIC)[[47]](#footnote-47)*

L’OPIC a été fondée en 1971 par le Gouvernement des Etats-Unis en tant qu’agence de développement. Son soutien en matière de financement et d’assurance aide les entreprises américaines à investir à l’étranger et favorise le développement économique dans plus de 150 pays en développement et marchés émergents dans le monde entier notamment en République du Congo (existence d’un agrément bilatéral entre les deux parties). En 35 ans, l’OPIC a soutenu 177 milliards d’USD d’investissements notamment dans les domaines des ressources renouvelables, de l’appui aux PME et de l’énergie en Afrique.

*Les fonds et initiatives*

* Global Climate Change Initiative (GCCI)[[48]](#footnote-48)

L’initiative GCCI est construite autour de 3 piliers chacun subdivisés en programmes nationaux et régionaux et avec un programme d’action globale :

* Adaptation avec 6 programmes ;
* Energies propres avec 5 programmes ;
* Paysages durables avec 4 programmes.

Depuis 2010, le GCCI finance les projets pour un montant total d’environ 350 millions d’USD par an. En 2015, la répartition était de pour 139 millions d’USD pour l’adaptation, 109 pour les énergies propres et 100 pour les paysages durables.

La République du Congo est bénéficiaire de ces financements au travers du CARPE relevant du pilier « paysages durables ».

Démarré en 1997, le CARPE[[49]](#footnote-49) est une initiative régionale initialement prévue sur 20 ans divisée en trois phases stratégiques :

* La phase I (1997-2003) a permis de collecter l’information sur les écosystèmes forestiers du Bassin du Congo et de construire les capacités en ressources humaines régionales et institutionnelles ;
* La phase II (2003-2012) s’est concentrée sur l'appui de la gestion durable des ressources naturelles sur le terrain, l'amélioration de la gouvernance environnementale et le renforcement de la capacité de surveillance des ressources naturelles en Afrique centrale. Dans ce cadre et pour appuyer les objectifs du PFBC, le gouvernement américain a engagé 15 millions d’USD/an entre 2003 et 2012 auxquels s’ajoute un financement équivalent de la part de ses partenaires.
* La phase III (2012-2020) se focalise sur la gestion durable de la forêt et de la biodiversité sur certains paysages prédéfinis, l’appui institutionnel dans le cadre de la gestion des écosystèmes forestiers et de la biodiversité et le renforcement des capacités pour le suivi de la couverture forestières, des émissions de GES et de la biodiversité. Le projet prévoit notamment le renforcement des capacités de l’Agence Congolaise de la Faune et des Aires Protégées (ACFAP), le CNIAF et la CN REDD.

La phase III a démarré en se focalisant principalement sur la zone Congo-Brazzaville et RDC. Les paysages concernés par le programme en République du Congo sont la Sangha Trinationale, le paysage Léconi-Batéké-Léfini et la Lac Télé/Lac Tumba.

La Norvège avec l’USAID contribueront au financement de la phase III.

A terme, il est prévu que deux nouvelles initiatives succèdent au CARPE : le projet de conservation des écosystèmes forestiers de l’Afrique Centrale (CAFEC) qui se focaliseront sur la gestion des activités dans les paysages forestiers identifiées dans le cadre du CARPE et le projet de suivi environnemental et d’appui institutionnel (EMAPS) pour les renforcement des capacités des institutions publics et privées dans la sous-région en terme de gestion des forêts, de la biodiversité et des changements climatiques.

On note que dans le cadre du pilier « énergie propre », le GCCI finance un programme « Energie pour l’Afrique » qui vise à financer les projets de production d’énergie renouvelable tels que l’hydroélectricité, les éoliennes, le solaire ou encore le géothermal dans le pays d’Afrique Sub-saharienne.

#### Le Royaume-Uni

*Département du Développement International (DFID)[[50]](#footnote-50)*

Au Royaume Uni, le département exécutif du gouvernement responsable de la majorité de l'aide humanitaire et de l’APD au niveau international est le DFID. L’APD bilatérale, d’un montant total d’environ 6,8 milliards de livres sterling en 2014 (soit 9,9 milliards d’USD), est allouée au travers de ses programmes bilatéraux dans 28 pays prioritaires et de programmes de développement régionaux (DFID, 2015).

La République du Congo ne fait pas partie des pays prioritaires du DFID. Selon le rapport annuel du DFID 2014-2015, son appui passe généralement par les agences multilatérales et, de manière plus sporadique, par des circuits bilatéraux (cf. Tableau 4)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
| APD bilatérale nette | 0 | 50,988 | 0 | 50 | 0 |
| APD multilatérale nette | 3,246 | 6,429 | 6,128 | 5,569 | 7,158 |

Tableau 4: APD nette versée par le Royaume Uni à la République du Congo entre 2009 et 2013 (millions de livres sterling) (source : DFID, 2015)

Dans le Bassin du Congo et avec l’UE, le DFID finance des activités en lien avec la mise en œuvre du FLEGT. Le tableau ci-après reprend les projets appuyés en totalité ou partiellement par le DFID dans ce domaine.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Projet | Période | Budget (milliers €) | Sources de financement |
| Implantation du FLEGT : Promotion de la bonne gouvernance dans le secteur forestier (10 pays bénéficiaires) | 2011-2015 | 3,2 | DFID : 100% |
| Facilité EU FLEGT (18 pays) | 2006-2018 | 45,7 | UE : 56%  DFID : 20%  MFA: 11%  SIDA : 8% |
| Outils d’implantation de la gouvernance forestière (TIFG) (5 pays) | 2014-2015 | 316 | DFID : 100% |
| Appui à la mise en œuvre d’une Observation Indépendante de la mise en application des lois forestières en Afrique (République Démocratique du Congo, Congo et Côte d’Ivoire) | 2014-2015 | 302,6 | DFID 100% |
| Renforcement des capacités dans le Bassin du Congo et implantation d’un auditeur indépendant FLEG en République du Congo | 2006-2010 | 2 128 | DEVCO : 77%  DFID: 23% |
| Driving illegality from forest risk commodities (multi pays) | 2016-2017 | 2 168,8 | DFID: 100% |
| Amélioration de l’implication des petites et moyennes entreprises/industries à capitaux congolais dans la mise en œuvre de l’APV à travers un renforcement de capacités | 2014-2015 | 75,5 | DFID : 100% |
| Consolidation de la plateforme de suivi en ligne des indicateurs de légalité APV-FLEGT au Congo | 2014-2015 | 102,1 | DFID 100% |
| Progress with Improving Forest Governance and Tackling Illegal Logging | 2011-2015 | 2 550 | DFID 100% |

Tableau 5: Initiatives FLEGT financées et co-financées par le DFID en République du Congo et au niveau régional (source: facilité UE FLEGT)

En 2015, un projet d’appui à la mise en œuvre de l’APV-FLEGT en République du Congo a démarré pour une durée de 3 ans. Il comporte  quatre composantes. La première composante vise à appuyer techniquement l’ensemble des sociétés d’exploitation forestière partenaires du projet à être en mesure de répondre durablement aux exigences des critères et indicateurs des grilles de la légalité forestière au Congo. La deuxième composante a pour objectif de finaliser le processus de révision de la législation forestière afin de rendre applicable l’APV-FLEGT UE-Congo par sa traduction en termes juridiques dans les lois, codes et décrets d’application concernés. La troisième composante est axée sur le renforcement des capacités techniques et matérielles de l’administration forestière afin de lui permettre de mettre en œuvre ses responsabilités définies dans l’APV suscité, notamment les contrôles de la légalité et traçabilité des bois et produits dérivés de bois issus de ses forêts. La quatrième composante soutient, quant à elle, le rôle et l’implication croissante de la société civile dans l’observation indépendante de l’exploitation forestière et de mise en œuvre de l’APV-FLEGT.

Il est financé par le DFID à hauteur de 4 millions 275 mille livres (environ 5,5 millions d’euros) délégués à la gestion de l’AFD[[51]](#footnote-51).

*La* Commonwealth Development Corporation *(CDC)* [[52]](#footnote-52)

Détenue en intégralité par le gouvernement du Royaume-Uni, la CDC est une institution financière de développement qui appui les entreprises en Afrique et en Asie du Sud exclusivement. Son portefeuille d’investissement est évalué à 3,4 milliards de livres sterling fin 2014, les investissements en Afrique en 2014 sont évalués à 102,8 millions d’USD.

*Les fonds et initiatives*

Le Royaume-Uni a mis en place avec l’Allemagne, les Fonds REM et NAMA facility (cf. partie 1.2.2). A ces fonds s’ajoute :

* Fonds internationalpourleclimat *(*International Climate Fund *-* ICF*)*

Devenu opérationnel en 2011, l’ICF vise à financer les activités d’adaptation (50%), de développement bas carbone (30%) et forestières (20%) dans les pays en développement à partir de dons et de financements concessionnels. Les montants engagés dans le fonds issus de l’APD du Royaume Unis totalisent 3,68 milliards de livres sterling auxquels s’ajouteront 5,8 milliards entre 2016 et 2021 selon l’annonce officiel du premier ministre[[53]](#footnote-53).

Les fonds ICF transitent généralement au travers des programmes administrés par des organisations multilatérales et, dans une moindre mesure, au travers d’initiatives spécifiques aux pays.

Il n’existe aujourd’hui pas de projet spécifique financé par l’ICF en République du Congo mais plus d’une dizaine de programme régionaux ont été mis en place en Afrique Sub-saharienne. Les plus importants étant le programme énergie verte en Afrique (39,6 millions d’USD), de résilience climatique de l’Agriculture en Afrique (16,9 millions d’USD) et le programme de partenariat énergie et environnement avec les pays d’Afrique du l’est et du sud (15,3 millions d’USD)[[54]](#footnote-54).

#### La Norvège

*Agence norvégienne pour le développement international (NORAD)* [[55]](#footnote-55)

Le NORAD est une direction du ministère norvégien des Affaires étrangères (MAE) en charge de la gestion de l’APD. La République du Congo ne fait pas partie des pays prioritaires du NORAD bénéficiant d’appuis bilatéraux. En 2015, selon les statistiques du NORAD, l’APD bilatérale reçue par la République du Congo est de 240 000 dollars, pour la majorité versé à une ONG dans le secteur de la santé.

La Norvège est néanmoins importante de par la place importante qu’elle tient au niveau international dans les financements publics dédiés aux changements climatiques dans les PED. Selon Torvanger *et al.* (2015), en 2014, le montant annuel des financements climat publics de la Norvège dédiés aux PED a été estimé à 1 142 millions d’USD. Ces financements inclus toutes les sources de financements publics dont les contributions aux institutions multilatérales, aux fonds climatiques et les financements non concessionnels.

*Les fonds et initiatives*

* L’initiative Forêt Climat Internationale (International Climate Forest Initiative – NICFI)[[56]](#footnote-56)

Créé en avril 2008, le NICFI vise à appuyer les PED dans le cadre de la REDD+. A cet effet, la Norvège s’est engagée à contribuer à hauteur de 3 milliard de NOK par an (soit environ 370 millions d’USD) pour les actions en faveur de la préservation de la forêt tropicale.

Les fonds NICFI sont attribués via différents circuits bilatéraux et multilatéraux. Parmi les principaux, on peut citer les financements attribués:

* directement aux pays au titre de la préparation, la mise en œuvre du REDD+ et de paiements aux résultats plus de 920 millions d’USD ont été attribués au Brésil, Indonésie, Guyana, Tanzanie, Vietnam, Mexique et Ethiopie. D’autres pays seront bénéficiaires de ces financements bilatéraux notamment la Colombie, le Pérou, le Libéria et les pays du Bassin du Congo dont la République du Congo à travers le CAFI qui mobilisera environ 50 millions d’USD/an;
* aux fonds et programmes climatiques (ONU REDD, FCPF, FIP, CBFF, etc.) avec une contribution estimée à 610 millions d’USD ;
* aux organisations de la société civile (155 millions d’USD).

Au-delà des financements NICFI à travers les programmes et fonds internationaux tels que le programme ONU REDD, le FCPF et le FIP, la Norvège appui spécifiquement les pays du Bassin du Congo au travers de sa participation au CBFF administré par la BAD à hauteur de 62 millions d’USD.

#### La Chine

Le programme d’aide de la Chine est organisé par le département de l’aide étrangère au sein du ministère du Commerce, qui coopère avec le ministère des Affaires étrangères. Ce département gère le programme de dons de la Chine, les prêts d’aide à taux zéro ainsi que l’assistance technique. Sous la direction du ministère du Commerce, la China Exim Bank, créée en 1994, administre les programmes chinois de prêts concessionnels au titre de l’aide au moyen de subventions émanant du budget d’aide étrangère pour assouplir les conditions de ses prêts concessionnels (BAD, 2011). La China Exim Bank est l’une des trois « policy banks » (Banque détenues par l’Etat en charge du financement du développement économique et du commerce et des projets investis par l’Etat), avec la Banque chinoise de développement et la Banque de développement agricole.

La China Exim Bank (China Export-Import Bank) a été créé afin de promouvoir les exportations et l’IED spécifiquement dans l’infrastructure (routes, centrales électriques, pipelines, télécommunications, etc.). Outre les dons et les prêts concessionnels, la China Exim Bank a développé des crédits acheteurs à l’exportation préférentiels, des crédits mixtes (combinant crédit acheteur à l’exportation, crédits vendeurs à l’exportation et prêts préférentielles) et des lignes de crédits adossées aux matières premières (cas de la construction du barrage d’Imboulou) (BAD, 2011).

La Banque chinoise de développement accorde des prêts non concessionnels et a créé le fonds de développement Chine-Afrique (CADF) afin de faciliter l’IED chinois sur le continent (BAD, 2011).

La Chine utilise également des lignes de crédits concessionnelles afin de promouvoir les exportations dans les pays solvables ou des projets rentables.

On soulignera que l’aide étrangère telle que pratiquée par la Chine ne répond pas à la même définition que l’APD définies par le CAD de l’OCDE qui inclut également les prêts des investissements dans des co-entreprises. L’APD exclut également les crédits à l’exportation accordés par des organismes de crédits publics ou soutenus par le Etats dans le but de promouvoir les exportations.

Depuis 2001, une compagnie d’assurance chinoise spécialisée dans l’assurance-crédit à l’exportation SINOSURE assure les entreprises contre les risques résultant des exportations et des investissements étrangers de la Chine (BAD, 2011).

Les projets financés par la Chine au Congo sont principalement des projets d’infrastructures. Parmi les grandes réalisations, on peut citer : le barrage hydroélectrique de 19 MW à Liouesso, le projet de port fluvial à Oyo (62 millions d’USD), la route bitumée Pointe-Noire-Dolisie (750 millions d’USD), le barrage hydroélectrique de 120 MW d’Imboulou (85% du financement estimé à 280 millions d’USD), une usine à eau à Brazzaville (290 millions d’USD), la modernisation de l’aéroport de Maya-Maya (115 millions d’USD)[[57]](#footnote-57).

*Les fonds et initiatives*

* Le Fonds de Développement Chine-Afrique (CADF) [[58]](#footnote-58)

Le CADF, ouvert officiellement le 26 juin 2007 avec un capital de 1 milliard d’USD et visant à atteindre graduellement à 5 milliards USD, est un fond de capital-investissement destiné à investir dans les secteurs suivants :

* Agriculture et industries de fabrication ;
* Secteurs d'infrastructure et industries de base telles que les centrales électriques et d'autres installations d'énergies, télécommunications et les systèmes urbains d'alimentation d'eau et de drainage ;
* Coopération dans les productions des matières premières et d'énergies, telles que les productions de pétrole, gaz et des minéraux solides ;
* Zones industriels établis par les entreprises chinoises en Afrique.

En 2013, le fonds avait permis de financer 72 projets en Afrique répartis dans une trentaine de pays[[59]](#footnote-59).

* Le fonds de coopération Chine-Afrique sur la capacité industrielle

Entré en vigueur en janvier 2016, le fonds prévoit d’investir principalement dans les secteurs tels que l'industrie manufacturière, les nouvelles technologies, l'agriculture, l'énergie, les infrastructures et la finance dans les pays africains. Le fonds comprend 5 milliards d’USD d'aide sous forme de dons et de prêts sans intérêts, 35 milliards d’USD de prêts préférentiels et de crédits à l'exportation avec des conditions plus favorables, et 5 milliards d’USD de capital supplémentaire pour le fonds de développement Chine-Afrique et le prêt spécial pour le développement des petites et moyennes entreprises d'Afrique[[60]](#footnote-60).

#### Autres

* Le Japon

La coopération pour le développement et la gestion des financements APD relève au Japon de l’Agence Japonaise de Coopération Internationale(JICA). Les financements sont accordés en fonction des priorités stratégiques d’assistance régionale, nationale et thématique définies par le JICA[[61]](#footnote-61).

Les appuis du JICA à la République du Congo sont limités en comparaison d’autres pays d’Afrique. Selon les statistiques de l’OCDE, le JICA attribue des financements sous forme de dons à la République du Congo d’environ 6 millions d’USD par an (OCDE, 2016). Ceux-ci ont notamment permis le financement de projets dans le domaine de la santé et de l’éducation[[62]](#footnote-62).

En février 2015, le Japon a affirmé son intérêt pour renforcer sa coopération avec la République du Congo dans les domaines de la santé, de l’éducation et des infrastructures de transport (secteurs prioritaires d’investissements de la JICA)[[63]](#footnote-63).

Sur la période 2009-2012, le Japon avait mis en place une initiative « Fast-Start Finance » (FSF) pour appuyer le financement de projets d’atténuation et d’adaptation dans les pays en voie de développement avec un montant total de 15 milliards d’USD (sous forme d’APD et d’AASP). La République du Congo n’a pas bénéficié directement de ce fonds.

* Le Canada

Le Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement (MAECD)  n'a pas de programmation bilatérale en République du Congo. Le pays bénéficie d’un soutien du MAECD par le biais de programmes multilatéraux, notamment de la BAD et de la Francophonie, et de programmes régionaux. En 2013-2014, l’aide canadienne au développement, d’un montant de 1,66 million d’USD pour la République du Congo, concernait le secteur de l’assistance humanitaire[[64]](#footnote-64).

* La Suède

L’APD bilatérale de la Suède est administrée par l’agence suisse de coopération internationale pour le développement (*Swedish International Development Cooperation* – SIDA). Le SIDA ne dispose pas de programme spécifique de coopération bilatérale avec la République du Congo mais a mis en place pour 2010-2015 une stratégie de développement régional de l’Afrique Subsaharienne qui a bénéficié de 360 millions d’USD sur 5 ans. Les secteurs concernés étaient le gestion durable des écosystèmes et des ressources naturelles (dont le REDD+ et le FLEGT), la gestion des eaux transfrontalières, la sécurité alimentaire et l’atténuation et adaptation aux changements climatiques (ce dernier secteur ayant bénéficié de 30% des financements)[[65]](#footnote-65).

### Autres sources de financement

Parmi les autres sources de financements, on peut citer les ONG et les fondations qui reçoivent des fonds issus des institutions internationales et de donateurs privés comme le *Forest peoples programme* qui a participé au cofinancement d’un projet FLEGT financé par l’Union Européenne, WRI qui appui le processus d’élaboration du Plan National d’Affectation des Terres (PNAT) ou encore Africa Park Conservation, WWF et Wildlife Conservation Society (WCS) qui cofinance et participe à la gestion durable en association avec le MEFDDE des Aires Protégées au Congo (notamment Nouabalé Ndoki, Odzala- Kokoua, Conkouati Douli et Lac Télé).

* Fondation pour le tri national de la Sangha (FTNS)[[66]](#footnote-66)

Créé en 2007 avec un capital de 35 millions d’euros, la FTNS (entité caritative de droit anglais) est un fonds fiduciaire pour l’environnement pionnier dans la région d’Afrique Centrale avec pour objectifs de contribuer au financement à long terme des activités de conservation, d’écodéveloppement et de coopération transfrontalière au sein du complexe forestier appelé le Tri-national de la Sangha. En 2014, la FTNS a mobilisé 27,5 millions supplémentaires de la part d’autres donneurs (notamment de l’AFD et la kfW) ainsi que de 9,6 millions via des projets.

En République du Congo, l’ONG WCS appui la gestion de l’aire protégée Nouabale Ndoki appartenant à l’espace TNS.

## Les financements internationaux privés

### Les Investissements Etrangers Directs (IED)

Les investissements étrangers directs (IED) sont définis par la Banque Mondiale par les « rentrées nettes d'investissement pour acquérir une participation durable (10 % ou plus des actions avec droit de vote) dans une entreprise opérant au sein d'une économie autre que celle de l'investisseur. C'est la somme des fonds propres, des bénéfices réinvestis, des autres capitaux à long terme et des capitaux à court terme comptabilisés dans la balance des paiements »[[67]](#footnote-67).

La République du Congo figure parmi les pays les plus performants de la région en matière d’attraction des IED (8ème pays en termes de stock sur l’ensemble du continent africain selon Chauvelot, 2014). Les chiffres de la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) indiquent un flux annuel net de 2,04 milliard d’USD en 2013 avec un stock d’IED de 23 050 milliard d’USD[[68]](#footnote-68). La Banque Mondiale, pour 2015, a estimé les flux net d’IED à 5,5 milliards d’USD[[69]](#footnote-69).

En 2013, la Commission Nationale des Investissement (CNI) rapporte que ces capitaux sont d’origines variées : 31,7% d’Afrique, 16% de la France, 9,6% de la Chine et 1,7% du Liban. Les 41% restants proviennent d’autres pays dont les Etats-Unis, la Malaisie, Brésil et Singapour (CNUCED, 2015). Malgré l’importance des IED, les flux d’investissement sont concentrés à plus de 90% sur le secteur pétrolier et le manque de statistiques officielles ne permet pas de disposer d’une image détaillée des autres secteurs concernés par les IED ainsi que les localisations géographiques (CNUCED, 2015).

On souligne également qu’il est difficile d’estimer les montants d’IED issus de la Chine, en effet, ils sont étroitement liés à l’aide au développement fournie par la Chine (cf. 1.2.6) et les investissements passent souvent des entités extraterritoriales selon la BAD (2011).

Outre le secteur pétrolier et parapétrolier, la France a investi principalement au Congo dans les secteurs du transport, de l’agroalimentaire (Vilgrain dans le sucre), le BTP et génie civil, les banques et assurances, la distribution et plus récemment la gestion déléguées des services publiques (Chauvelot, 2014). La Chine intervient également dans des secteurs variés tel que le pétrole, le bois, les industries de transformation, l’agro-industrie (huile de palme), les matériaux de construction et les infrastructures.

La République du Congo s’est dotée, dispose de plusieurs institutions ayant un mandat lié aux investissements et au développement du secteur privé. En effet, depuis l’adoption de la Charte des investissements en 2003, le Gouvernement a créé un Haut conseil au dialogue public-privé, une Commission nationale des investissements (CNI) et une Agence de promotion de l’investissement (API) (BAD 2012).

Parmi les grands opérateurs dont les capitaux sont d’origines étrangères dans les secteurs de l’agriculture, de la forêt et des énergies renouvelables (en lien avec les secteurs d’activités de la stratégie REDD+), on compte :

* *Agrobusiness (source : BAD, 2012) :*
* Société Congo Agriculture : 80 000 ha pour des cultures vivrières/fruitières et de l’élevage bovin ;
* BR Africa Congo (Brésil) : 19 500 ha pour la production et transformation de manioc ;
* Asperbras (Brésil) : 50 000 ha pour la production de canne à sucre et cultures vivrières ;
* Atama Plantations SARL (Malaisie) : 180 000 ha de plantations de palmiers à huile ;
* Lexus Agric SARL (Malaisie) : 50 000 ha de plantations de palmiers à huile et hévéas ;
* Eco-Oil Energie SA (Malaisie) : 50 000 ha de plantations de palmiers à huile
* Saris Congo (France) : 12 000 ha de plantations de canne à sucre.
* *Exploitations forestières (source : TEREA)*
* Asia Congo industrie (Malaisie) : 600 000 ha
* BPL (Liban) : 200 000 ha
* CIB OLAM (Singapour) : 1 300 000 ha
* CIBN (Malaisie) : 650 000 ha
* Congo Dejia Wood (Chine) : 700 000 ha
* Foralac (Europe) : 700 000 ha
* IFO (Europe) : 1 160 000 ha
* Likouma Timber (Europe) : 580 000 ha
* Mokabi (Europe) : 580 000 ha
* SEFYD (Chine) : 75 000 ha
* SICOFOR (Chine) : 730 000 ha
* SIFCO (Liban) : 650 000 ha
* SOFIL (Malaisie) : 300 000 ha
* Taman Industrie (Malaisie) : 540 000 ha
* Thanry-Congo (Chine) : 460 000 ha
* Wang Sam Company (Chine) : 730 000 ha
  + *Exploitation et plantations forestières (source : TEREA)*
* EFC (Canada) : 68 000 ha de plantations d’eucalyptus
* *Production d’énergie renouvelable :*
* ZTE Corporation (Chine) : Unité d’assemblage de panneaux solaires d’une capacité de 50 MW/an.

En lien avec l’activité 132 de la stratégie nationale REDD+ de la République du Congo : mise en place de mécanismes novateurs de financement, il est recommandé de réaliser une étude qui permettrait d’identifier et de proposer des instruments financiers efficaces permettant d’orienter les IED vers la mise en œuvre de pratiques vertes en lien avec les objectifs de la stratégies nationale REDD+ (exploitation forestière durable et certifiée, plantations d’huile de palme certifiées, etc.). Il pourra s’agir, par exemple, de réformes fiscales encouragent les pratiques vertes versus des pratiques non durables ou encore d’incitations à travers des appuis financiers des institutions financières internationales au secteur privé.

### Les fondations privées

Les fondations privées philanthropiques qui interviennent à l’internationale peuvent constituer des sources de financement pour la mise en œuvre des activités de la Stratégie Nationale REDD+. Parmi les plus importantes, on peut citer la fondation Gates, la fondation Mc Arthur et la fondation Moore

* La Fondation Bill et Melinda Gates[[70]](#footnote-70)

Crée en 2000, la fondation Gates est la plus grande fondation privée philanthropique mondiale avec 36,7 milliards de dollars de dons accordés depuis sa création jusqu’en 2015. Elle intervient dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, la santé et l’éducation. En lien avec les activités de la stratégie REDD+, la fondation intervient dans les programmes agricoles et d’amélioration du niveau de vie des petits agriculteurs. En 2015, la fondation a accordé 4,2 milliards de dons.

* La Fondation Mc Arthur[[71]](#footnote-71)

Fondée en 1979, la fondation a accordé 22 500 dons pour un total de 5,7 milliards de dollars. Elle intervient à l'international dans des domaines tels que la défense des droits de l'homme, l'environnement, la scolarisation des filles, la santé. En 2014, la fondation a accordé 521 dons pour un montant total de 203,5 millions de dollars (entre 10 000 et 5 millions de dollars par dons) dont 73,2 millions de dollars pour des programmes internationaux.

* La Fondation Gordon et Betty Moore[[72]](#footnote-72)

Depuis 2001, la fondation a accordé plus de 3 milliards de dollars sous forme de dons pour environ 2 100 projets. Elle intervient dans quatre domaines d’action : la science, la conservation environnementale, la santé et la préservation de la Baie de San Francisco. Au niveau de la conservation environnementale, la fondation a accordé 1,3 milliard de dollars de dons incluant des programmes de réduction de la déforestation dans les pays tropicaux et des projets d’appui au développement des marchés de produits agricoles et forestiers « zéro déforestation ».

Parmi les fondations privées philanthropiques qui interviennent directement en République du Congo, on peut citer :

* La Fondation Jane Goodall[[73]](#footnote-73) qui œuvre pour la réinsertion des chimpanzés au sanctuaire de Tchimpunga (Département du Kouilou) avec l’ONG HELP (Habitat Ecologique et Liberté des Primates). En 2014, le budget prévisionnel de fonctionnement du sanctuaire a été estimé à 600 000 euros.

**Depuis 38 ans, l’Institut a engagé des programmes de recherche sur les chimpanzés et de protection de la biodiversité. Elle dispose par ailleurs de programmes d’aide au développement durable des populations et d’éducation.**

* La Fondation John Aspinall[[74]](#footnote-74) qui, depuis 1987, finance le projet « Protection des Gorilles » qui vise la réinsertion des gorilles au parc Lésio-Louna (Département du Pool).

Créée en 1984, la fondation finance des programmes de protection de la faune sauvage au niveau international.

# II- Les financements domestiques

## Les financements domestiques publics

### Budget général de l’Etat

Le tableau ci-dessous récapitule les opérations réalisées et projetées par l’administration centrale de la République du Congo de 2013 et 2020.

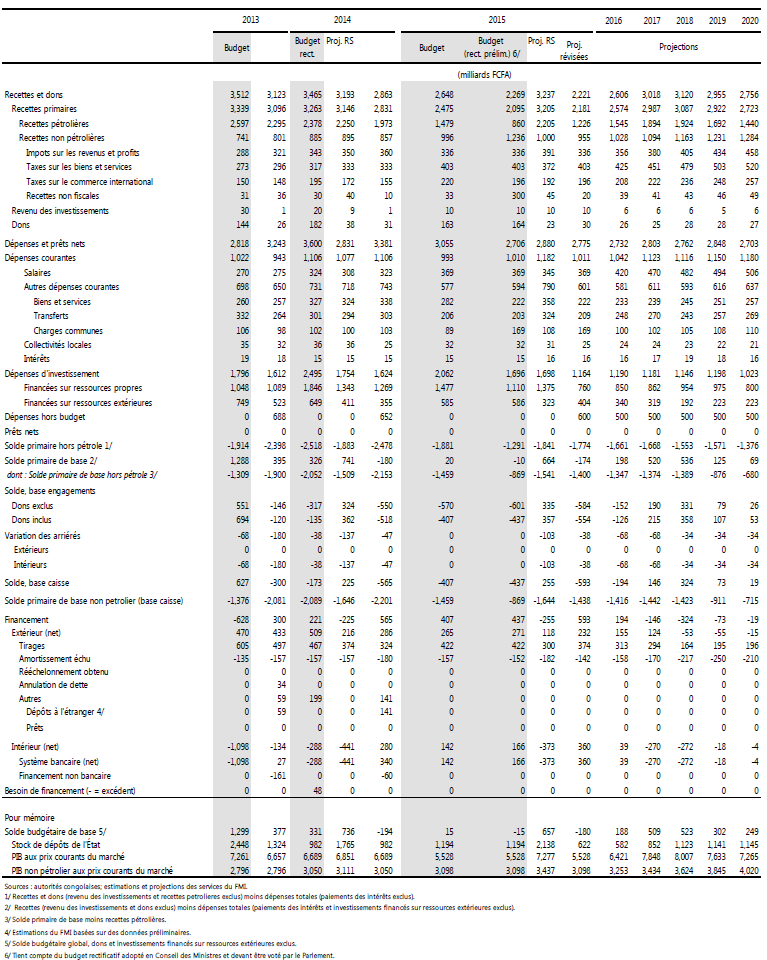


Tableau 6: Opérations de l'administration centrale de 2013 à 2020 (source: FMI, 2015)

Depuis 2006, les dépenses publiques du Congo ont fortement augmentées notamment de par la volonté du Congo de mettre en œuvre un ambitieux programme d’investissement pour l’amélioration des structures de bases. En 2014, les dépenses nettes de l’Etat ont atteint 38,7 % du PIB nominal dont 15,7% pour les dépenses courantes et 23% pour les dépenses en capital (dont 18,1% sur ressources intérieures) (Banque Mondiale, 2015).

Ces dépenses ont été permises par les recettes importantes générées par le secteur pétrolier dont l’Etat congolais tire la majorité de ses revenus. En 2012, les recettes pétrolières constituaient 78% des revenus de l’Etat. Selon la Banque Mondiale (2015), cette source de revenus a permis à l’Etat d’épargner un montant estimé à 5 500 milliards de FCFA à la fin de 2013.

Avec la chute des prix du pétrole, le budget de l’Etat a été revu et les dépenses courantes ont diminué entre 2014 et 2015 de 8,9%, les transferts ayant été majoritairement affectés. Les investissements seront également touchés à partir de 2016 avec une baisse de 30% (cf. Figure 1).

D’après les prévisions des autorités congolaises et des services du FMI (2015), on peut estimer les recettes de l’Etat sur la période 2016-2020 à 14 411 milliards de FCFA soit 2 882 milliards de FCFA/an (hors dons). Celles-ci permettront de financer les dépenses courantes estimées à hauteur de 5 525 milliards de FCFA et les dépenses en capitale sur ressources propres à 4 441 milliards de FCFA soit, respectivement, 1 105 et 888 milliards de FCFA par an.

Les allocations budgétaires sont réalisées (CPCMB, 2012) :

* au niveau central par axe stratégique et mission assignée aux ministères selon les priorités du gouvernement et les objectifs du Plan National de Développement (PND) ;
* au niveau sectoriel selon les urgences des secteurs et les actions prioritaires du gouvernement.

La majorité des dépenses courantes et en capital sont affectées à la mise en œuvre des axes stratégiques du PND. Dans le cadre du PND 2012-2016, la part relative des dépenses courantes et en investissement ont été réparties de la manière suivante :

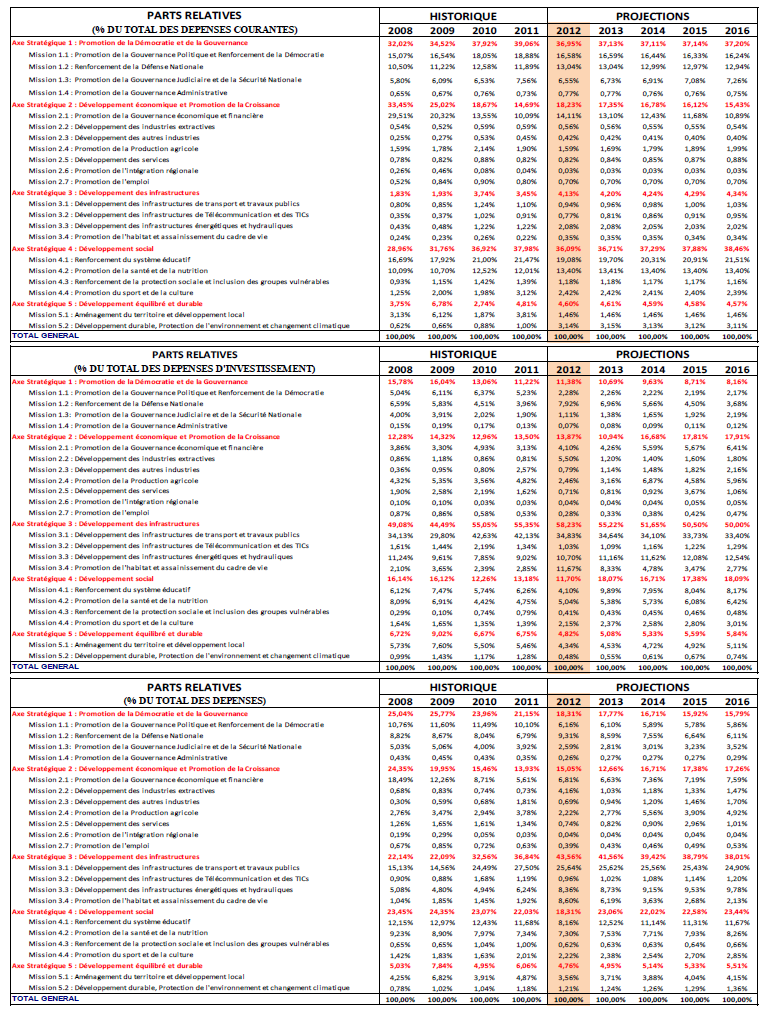


Tableau 7: Orientations budgétaires du PND 2012-2016 en part relative des dépenses (source: CPCMB, 2012)

Un certain nombre de missions du PND sont en lien direct avec les activités de la Stratégie Nationale REDD+ parmi lesquelles on peut citer :

* Axe stratégique 2 : Développement économique et promotion de la croissance dans lequel le Gouvernement entend poursuivre sa politique de diversification de l’économie de manière à être moins dépendante du secteur pétrolier.
* Mission 2.4 : Promotion de la production agricole (3,9% des dépenses). L’objectif est de réduire la dépendance aux importations et d’assurer la sécurité alimentaire. Au niveau de cette mission, le Gouvernement prévoit d’accompagner les communautés agricoles en développant les infrastructures de production, transport et commercialisation.
* Mission 2.5 : Développement des services (1,3% des dépenses). L’objectif est de mettre en place des politiques de développement intégré afin d’appuyer les métiers du commerce, de l’agriculture, du tourisme, de l’artisanat et des loisirs.
* Axe stratégique 3 : Développement des infrastructures
* Mission 3.3 Développement des infrastructures énergétiques et hydrauliques (9,1% des dépenses). Des moyens importants sont consacrés à ce domaine car le Gouvernement à identifier la faible production énergétique nationale comme étant un frein majeur à la croissance nationale et à l’essor du secteur privé.
* Axe stratégique 5 : Développement équilibré et durable dont l’objectif est de favoriser un développement harmonieux des régions tout en prenant en compte les questions environnementales et, notamment, climatiques. Concernant spécifiquement l’exploitation forestière, le Gouvernement envisage de valoriser les produits forestiers non ligneux, de mettre en œuvre des projets de plantations forestières et communautaires et de promouvoir la régénération et la gestion durable des écosystèmes forestiers dégradés.
* Mission 5.1 Aménagement du territoire et développement local (3,9%)
* Mission 5.2 Développement Durable, de l’Economie Forestière et de l’Environnement (1,3%).
* Axe stratégique 1 : Promotion de la démocratie et de la gouvernance
* Mission 1.4 Promotion de la gouvernance administrative (environ 0,3% des dépenses)

|  |
| --- |
| Encadré 2: Les affectations des recettes issues du secteur des hydrocarbures et secteur minier (source : ITIE, 2014)  Selon le rapport 2013 de l’Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE), les recettes issues du secteur extractif contribuant au budget de l’Etat (hors contributions *ad-hoc* à des tiers) sont de deux sortes :   * Les contributions directes qui sont versées au Trésor Public et reprises dans le tableau des opérations financières de l’Etat (TOFE). En 2013, ces contributions étaient de 3 milliards d’USD (1 500 milliards de FCFA) * Les contributions indirectes qui sont allouées au remboursement des projets d’infrastructures sans transiter par le compte du Trésor public (elles sont cependant comptabilisées dans le budget général et reprises dans le TOFE). En 2013, ces contributions indirectes étaient de 2 milliards d’USD (1 000 milliards de FCFA).   Parmi les contributions indirectes figure la ligne budgétaire de Provision pour Investissements Diversifiés (PID) destinée à être utilisée pour des investissements en dehors du secteur pétrolier et fixée à 1% de la production nette. En 2013, les montants collectés au titre de la PID s’élevaient à 217 millions d’USD (107 milliards de FCFA). |

### Les comptes d’affectation spéciaux (CAS)

Parmi les comptes d’affectation spéciaux dont les objectifs sont en lien directs avec les activités de la Stratégie Nationale REDD+, on peut citer le Fonds Forestier National (FFN) et le Fonds de Protection de l’Environnement (FPE).

#### Le Fonds Forestier National (FFN)

Créé par loi n°16-2000 du 20 novembre 2000 portant sur le Code Forestier, le Fonds Forestier est une direction du Ministère de l’Economie Forestière, du Développement Durable et de l’Environnement (MEFDDE) destiné à contribuer à la mise en valeur des ressources forestières nationales et en assurer la gestion, la conservation et la reconstitution. Son organisation est régie par le décret n°2002-434 du 31 décembre 2002.

Ce fonds permet notamment les réalisations suivantes

* en matière forestière :
* l'inventaire des ressources forestières ;
* les travaux d'aménagement et de sylviculture en forêt dense et en savane ;
* le classement d'un domaine forestier permanent ;
* les opérations de contrôle des produits forestiers destinés à I ‘exportation et le suivi de la conjoncture du marché du bois ;
* les opérations liées à la constitution d'un domaine forestier permanent ;
* le contrôle, le suivi et l'évaluation de l'activité forestière ;
* la promotion des produits forestiers ;
* en matière de faune :
* l'inventaire des ressources fauniques ;
* la création et l'aménagement des aires protégées ;
* l'aménagement des zones banales de classe,
* le contrôle de l'exploitation et de la circulation des produits de la faune ;
* en matière de conservation des eaux :
* la protection des sols, des bassins versants et des plans d'eau ;
* le suivi du niveau hydrologique des plans d'eau

Le fondsforestier est alimenté par :

* les recettes provenant des taxes forestières à savoir : 50% de la taxe de superficie, la taxe d’abattage, la taxe sur les produits forestiers accessoires et la taxe de déboisement ;
* 50% des recettes provenant de la vente des bois de plantations du domaine de l'Etat;
* 30% des amendes, des transactions, des restitutions, des dommages et intérêts, des ventes aux enchères publiques, ou de gré à gré des produits et des objets divers saisis au profit de l'administration des eaux et forêts;
* les recettes provenant de l'exploitation de la faune ;
* les subventions allouées de la part de l'Etat ;
* les dons et legs.

La loi des finances 2016 fixe la limite annuelle des recettes pouvant être atteintes et des dépenses effectuées par le Fonds Forestier à 4 milliards de FCFA chacune. Parmi les dépenses, il est prévu l’emploi de 1,3 million pour le programme d’aménagement des ressources, 1 million pour le renouvellement du matériel, 1 million pour la gestion courante et 1 million pour des dépenses diverses.

#### Fonds pour la Protection de l’Environnement (FPE)

Le FPE a été créé par la loi n°003-93 du 23 avril 1999 portant sur la protection de l’environnement et son organisation et fonctionnement sont régis par le décret n°99-149 du 23 août 1999. Ce fonds a pour objectif d’assurer le financement des interventions en cas de catastrophes naturelles et des activités visant la protection, l’assainissement ou la promotion de l’environnement.

Ses ressources financières sont issues de :

* Les subventions annuelles de l’Etat ;
* Le produit des taxes et amendes prévues par la loi et de ses textes d’applications ;
* Les dons et les legs ;
* Les concours financiers des institutions de coopération internationales ou de toute autre origine au titre des actions de protection de l’environnement.

La loi des finances 2016 fixent la limite annuelle des recettes et des dépenses du FPE à 350 millions de FCFA. Parmi les dépenses, il est prévu que 100 millions de FCFA soit affecté à des investissements.

|  |
| --- |
| Encadré 2: Les budgets annexes  Les budgets annexes fonctionnent de manière similaire à une entreprise du secteur privé et commercial. De même que les CAS, ils fonctionnent avec des recettes et des dépenses limitées (la limite étant fixée annuellement par la loi des finances) et les dépenses ne peuvent pas être affectées à la rémunération du personnel. Ce sont des agences d’exécution qui fonctionnent sur un budget qui leur est propre et qui n’est pas exclusivement constitué des dotations de l’Etat. Parmi les budgets annexes qui participent à la mise en œuvre des activités de la Stratégie Nationale REDD+, on peut citer :   1. **Le Centre National d’inventaire et d’aménagement des ressources forestières et fauniques (CNIAF)**   Le CNIAF a été créé par la loi n°16-2000 du 20 novembre 2000 portant Code Forestier et ses attributions et fonctionnement sont fixés par le décret n°2002-435 du 31 décembre 2002.  Le CNIAF a pour missions de :   * Réaliser les programmes nationaux d’inventaire des ressources forestières et fauniques ; * Traiter, conserver et actualiser les données d’inventaires ; * Elaborer et actualise la cartographie forestière nationales ; * Elaborer les pans d’aménagement du domaine forestier national ; * Proposer et suivre la révision éventuelle des plans d’aménagement des forêts et des aires protégées ; * Assister les services régionaux des eaux et des forêts, les organismes publics et les entreprises des secteurs forestiers et de la faune dans la réalisation des études et des travaux d’inventaire et d’aménagement des forêts et des aires protégées et suivre leur exécution.   Ses ressources financières sont constituées par :   * La dotation du fonds forestier ; * Les subventions de l’Etat ; * Les produits financiers et les prestations de service ; * Les dons et les legs.   La loi des finances 2016 fixe la limite des recettes et des dépenses du CNIAF à 300 millions de FCFA pour l’année et estime les dépenses en capital attendues à 200 millions de FCFA.   1. **Le Service National de Reboisement (SNR)**   Le SNR a été créé par le Décret n°89-042 du 21 janvier 1989. Il est chargé de réaliser les travaux de reboisement dans les stations de reboisement, les périmètres nécessitant des actions de protection et dans les forêts naturelles pour des soins sylvicoles.  Ses ressources financières sont constituées par :   * Le fonds de reboisement ; * les subventions de l’Etat ; * les dons et legs.   La loi des finances 2016 fixe la limite des recettes et des dépenses du SNR à 2,55 milliards de FCFA pour l’année et estime les dépenses en capital attendues à 1 milliard de FCFA. On note que le SNR participe aux dépenses de gestion courante du ProNaR à hauteur de 550 millions de FCFA.   1. **L’Agence Nationale de l’Artisanat (ANA)**   L’Agence Nationale de l’Artisanat a été créé par la loi n°008-86 du 19 mars 1986. Elle a pour mission notamment de recenser les activités dans le domaine de l’artisanat, planifier le développement du secteur, promouvoir les activités existantes, définir leur cadre juridique, améliorer la formation des artisans, aider à la recherche de nouveaux marchés , faciliter la participation des artisans aux foires et développer la coopération institutionnelle interétatique.  La loi des finances 2016 fixe la limite des recettes et des dépenses de l’ANA à 95 millions de FCFA pour l’année et il n’a pas été prévu de dépense en capital en 2016. On note que les recettes de l’ANA proviennent exclusivement de location de ses espaces. |

### Les autres fonds nationaux

Certains fonds nationaux ne faisant pas l’objet de CAS et donc relevant du budget général ont été mis en place au niveau de différents ministères et peuvent être employés comme canaux d’affectation de financements publics pour la mise en œuvre des activités de la Stratégie Nationale REDD+ :

#### Le Fonds de Soutien à l’Agriculture (FSA)

Le Fonds de Soutien à l’Agriculture est un établissement public administratif sous tutelle du Ministère de l’Agriculture et de l’Elevage (MAE) créé en 2005 par la loi n°22-2005 du 28 décembre (puis modifiée par la loi n°30-2012 du 11 octobre 2012) et ses statuts sont régis par le décret n°2008-154 du 25 juin 2008 (modifié par le décret n°2013-372 du 18 juillet 2013).

Le FSA a pour objet de :

* Assurer le financement des activités de production agricole, pastorale et halieutique, de commercialisation et de conservation ;
* Assurer le financement de l’appui institutionnel : recherche et développement, vulgarisation, formation, encadrement et création de filière ;
* Veillez à la bonne exécution de ces activités.

Ses ressources financières sont constituées par :

* La subvention de l'Etat ;
* Les produits des placements ;
* Les dons et legs.

En l’absence de Banque Agricole, le FSA représente l’une des quelques alternatives pour les petits producteurs d’accéder à des prêts pour le financement de leurs activités.

Depuis 2008, le FSA a reçu de la part du gouvernement un budget de fonctionnement moyen de 160 millions de FCFA/an et de d’investissement 1 930 millions de FCFA/an. En 2014, le FSA n’a pas reçu de budget d’investissement et, en 2015, 1 000 millions de FCFA en 2015. De plus, les dépenses de fonctionnement du fonds excèdent largement le budget de fonctionnement prévu (en moyenne 690 millions de FCFA/an entre 2009 et 2014) et sont financées en partie sur le budget d’investissement (source : Direction des Etudes et de la Planification du MAE).

Selon le personnel de la DEP et du FSA, le FSA est aujourd’hui quasiment à l’arrêt faute de disposer de fonds de roulement. Malgré les appuis en termes de formation du personnel apportés par le projet du Programme d’Appui à la Diversification de l’Economie (PADE) de la Banque Mondiale, il éprouve de nombreuses difficultés de gouvernance et de recouvrement des prêts accordés. Par ailleurs la plupart des projets que le FSA a financés étaient de nature non agricole. La Banque Commerciale de l’Habitat (BCH) pour appuyer le fonds avait hébergé un fonds de garantie de 1 milliard de FCFA qui n’a pas fonctionné. Aujourd’hui, aucun programme de redressement du FSA n’a été planifié.

#### Le Fonds de Développement du Secteur de l’Electricité (FDSEL)

Le FDSEL a été créé au niveau du Ministère de l’Energie et de l’Hydraulique (MEH) par la loi n°17-2003 du 10 avril 2003 et ses statuts sont régis par le décret n°2008-560 du 28 novembre 2008.

Ce fonds a pour objectif d’assurer le financement :

* Des opérations d’aménagement intéressant le secteur de l’électricité ;
* De développement des capacités en ressources humaines du secteur de l’électricité et des opérations d’éclairage public ;
* Des travaux liés à la promotion des énergies nouvelles et renouvelables dans les communautés rurales ;
* Des activités de l’agence de régulation du secteur de l’électricité.

Ses ressources financières sont issues de :

* Un prélèvement sur la redevance due par les délégations du service public de l’électricité et les taxes à la charge des exploitants,
* Un prélèvement sur les pénalités liées aux infractions prévues par le code de l’électricité,
* Toute autre recette ou dotation qui peut ultérieurement être fixées.

Selon les entretiens menés avec le personnel du MEH et du FDSEL, les interventions du Fonds sont actuellement limitées. En effet, l’autonomie limitée de l’institution ne lui permet pas de lever des fonds autres que ceux versés par le gouvernement. Le FDSEL est toujours actuellement en phase d’installation avec des budgets encore non consolidés.

#### Le Fonds National de la Science et de la Technologie (FNST)

Le Fonds National de la Science et de la Technologie est actuellement en phase de création et est mis en place en remplacement d’une ligne de crédit de la Direction Générale de la Recherche Scientifique (DGRST) alimentée par le budget du gouvernement. L’objectif de ce fonds sera d’appuyer le financement des actions de recherches entreprises par les institutions de recherche publiques et privées (entreprise, ONG, chercheurs indépendants, etc.).

#### Le Fonds Routier

Le Fonds Routier est établissement public administratif créé par la loi n°8-2004 du 13 février 2004 qui a pour mission d’assurer le financement et l’entretien des routes au niveau national. Il est financé par les subventions de l’Etat et par la redevance d’usage de la route. En lien avec les activités de la Stratégie Nationale REDD+, des financements issus de ce fonds pourraient être mobilisés pour les volets infrastructures routières des activités nécessaires à l’approvisionnement et la commercialisation des produits issus des activités de terrain (distribution et commercialisation des produits agricoles et forestiers, etc.).

En 2014, le budget du fonds routier était de 61 milliards de FCFA et, en 2015, suite à la chute du prix du baril de pétrole de 50 milliards de FCFA en 2015. Selon les autorités, étant donné la baisse budgétaire observée en 2015, leurs activités se sont concentrées essentiellement *s*ur les travaux d’ouverture et d’entretien des routes dans le département de la Bouenza. Pour exécuter les travaux engagés au niveau national et rembourser les dettes, le fonds devraient pouvoir disposer d’un budget annuel de 100 milliards de FCFA[[75]](#footnote-75).

## Les financements domestiques privés

La République du Congo est classée 176ème sur 189 en 2016 au niveau mondial en termes de facilité de faire des affaires par la Banque Mondiale. Le tableau ci-dessous reprend les indicateurs généraux de la Banque Mondiale en termes de facilité à faire des affaires au Congo :

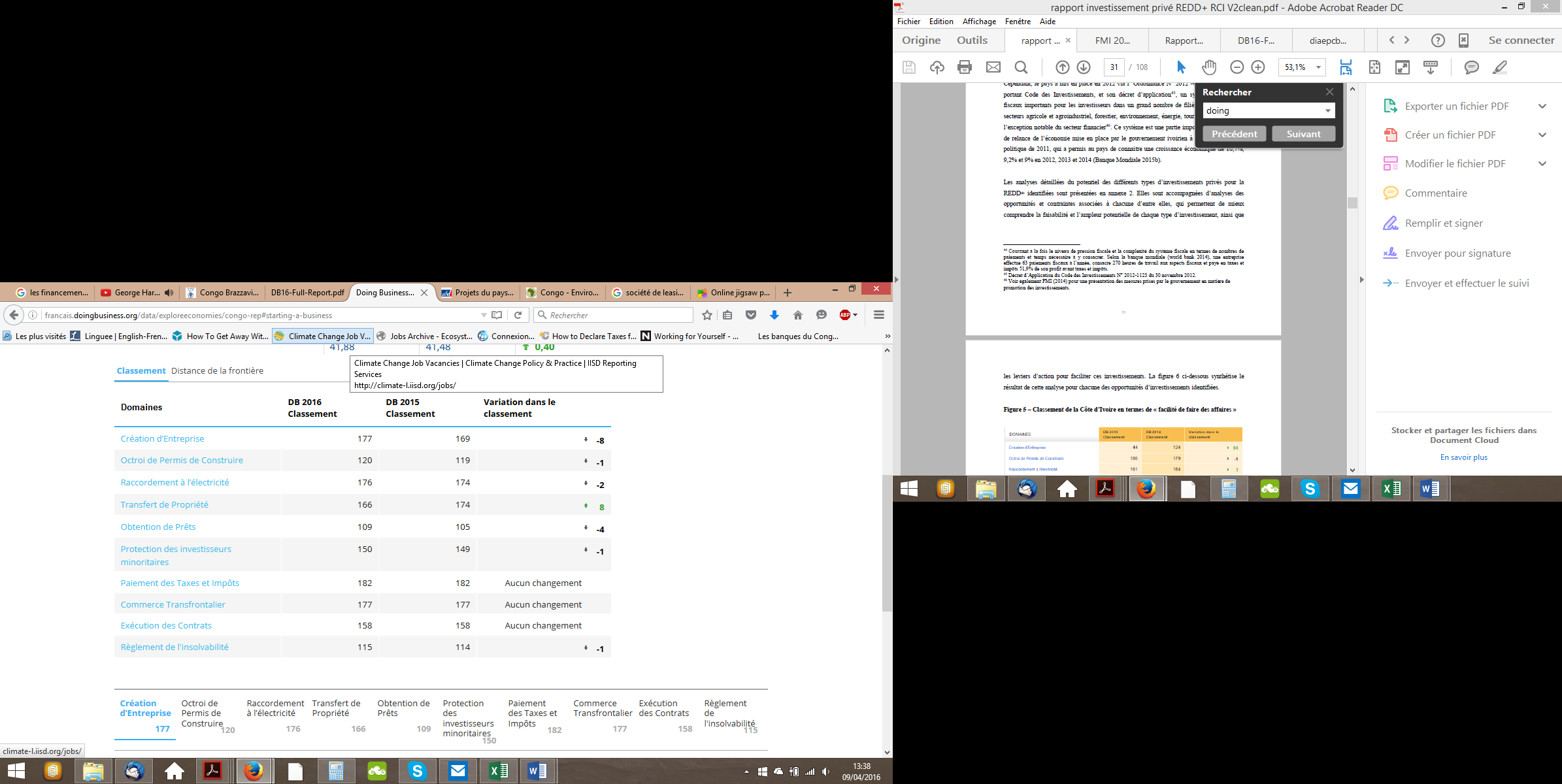


Tableau 8 : Indicateurs de la Banque Mondiale de facilité de faire des affaires au Congo en 2015 et 2016[[76]](#footnote-76)

### Le secteur financier de la République du Congo

Selon un rapport sur les investissements privés en République du Congo (BAD, 2012), les instruments de financements sont principalement ceux qui sont offerts par les banques. Le pays ne compte pas de société de leasing, de société de factoring et de capital investissement susceptibles d’accompagner les projets de promoteurs éventuels. La Société congolaise de financement spécialisée dans le crédit-bail et le factoring en faveur des Petites et Moyennes Entreprises (PME) est quasi-inexistante (BAD, 2012).

Le secteur de l’assurance est constitué de deux sociétés d’assurance dont les actifs conjoints représentent tout juste 0,3 pour cent du PIB. Deux caisses de retraite opèrent au Congo : la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), et la Caisse de retraite des fonctionnaires (CREF). Les deux caisses sont confrontées à des difficultés pour assurer à temps le paiement des prestations.[[77]](#footnote-77)

#### Les banques commerciales

Le secteur bancaire congolais est restreint et en développement. Après de sérieuses difficultés dans les années 90 (faible performance des banques publiques, crises politiques, guerre, etc.), la restructuration du secteur à partir de 2000 s’est traduite par une vague de privatisations et d’investissements étrangers[[78]](#footnote-78). En 2014, on comptabilise 10 banques agrées en République du Congo :

|  |  |
| --- | --- |
| Banque | Capital Social |
| Crédit du Congo (CDCO) | 10 477 |
| La Congolaise de Banque (LCB) | 10 000 |
| BGFIBANK Congo | 10 000 |
| Banque Commerciale Internationale (BCI) | 10 000 |
| Ecobank | 10 000 |
| Banque Commerciale de l’Habitat (BCH) | 20 000 |
| United Bank for Africa Congo SA (UBA) | 10 000 |
| Banque Espirito Santo Congo (BESCO) | 7 500 |
| Société Général Congo (SGC) | 13 500 |
| Banque Postale du Congo (BPC) | 10 000 |

Tableau 9: Banques agrées au Congo au 28/09/2014[[79]](#footnote-79)

Les circuits financiers sont encore peu développés, en effet, en 2015, le taux de bancarisation se situe autour de 9% et le ratio crédit privé/Produit Intérieur Brut (PIB) se situe à 15% (FMI, 2015). Selon Monsieur le ministre en charge de l’économie, des finances, du budget et du portefeuille public dans un article de presse « cela tient pour l’essentiel à trois raisons, notamment le faible niveau de revenu national et du PIB réel par habitant, le sous-développement des services financiers et les difficultés d’accès aux services bancaires »[[80]](#footnote-80).

Selon la Direction des Etablissements de Crédit et Assimilés à la Direction Générale de la Monnaie et du Crédit, en 2014 le montant total des crédits accordés au Congo s’élève à 1 035 Milliards FCFA contre 1 052 Milliards FCFA en 2013. Ces crédits sont repartis de la manière suivante :

* 59% de crédits à court terme
* 30,5% de crédits à moyen terme
* 10,5% de crédits à long terme

Ces crédits sont accordés principalement aux secteurs du bâtiment et des travaux publics (BTP), du transport, de l’hôtellerie et de l’industrie pour les crédits à long et moyen terme et aux commerces pour les crédits court-terme. Les taux effectifs globaux observés au Congo sont compris généralement entre 7 et 12%.

En 2010, 52% du montant total des crédits étaient accordés aux grandes entreprises, 26% aux PME et 21% aux particuliers (COBAC, 2010).

On notera que, en 2015, l’Agricultural Bank of China, l’une des plus importantes institutions bancaires chinoises, s’est installée au Congo-Brazzaville, via une filiale nouvellement constituée la Banque sino-congolaise pour l’Afrique (BSCA Bank). Dotée d’un capital de 53 milliards de FCFA (80,8 millions d’euros), BSCA est détenue à 50 % par Agricultural Bank of China, aux côtés de l’État congolais (21,5 %), d’opérateurs privés congolais (12 %), de la Société nationale des pétroles du Congo (15 %) et du groupe chinois Magminerals Potasse Congo (1,5 %). L’achèvement des travaux pour la construction du siège est prévue pour 2017 [[81]](#footnote-81).

|  |
| --- |
| Encadré 3: Projet FINFORTROP pour l'appui technique aux banques de la Région du Bassin du Congo pour favoriser le financement des initiatives en faveur de la gestion durable des forêts tropicales humides (source : AFD)  Financé par une subvention de 2,7 millions d'euros du Fonds Français pour l’Environnement Mondial (FFEM), l'Agence Française de Développement (AFD) vise à appuyer le développement des financements de projets de gestion durable des forêts tropicales humides au travers de la mise en œuvre du projet FINFORTROP.  Ce projet d’appui opérationnel aux banques volontaires qui financent le secteur productif dans le Bassin du Congo vise (i) l’introduction d’une démarche RSE (Responsabilité Sociale et Environnementale) au sein des banques participantes, (ii) l’acquisition par ces banques d’une meilleure connaissance des problématiques de l’exploitation forestière durable et de l’industrialisation de la filière bois, (iii) une meilleure intégration dans leur démarche de la finance carbone forestière et (iv) une amélioration de la capacité  des opérateurs de la filière à préparer des dossiers de qualité, et des banques à les instruire et financer.  Ce projet, mis en œuvre par la Banque de Développement des Etats d'Afrique Centrale (BDEAC), s'étend à tous les pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) et à la République Démocratique du Congo. L’objectif est, à terme, de favoriser l’accès au crédit des entreprises du secteur forestier engagées dans des pratiques de gestion durable, et de dépasser l’inadéquation entre les nouveaux besoins du secteur et les modalités usuelles de financement des banques de la sous-région.  La convention de subvention a été signée en 2013 et le projet devrait démarrer très prochainement. |

#### L’inclusion financière et la microfinance

Selon le Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres (CGAP), le paysage de la microfinance au Congo se forme principalement d’établissements de microfinance (EMF) implantés en zones urbaines (dans 71% des cas), principalement à Brazzaville et Pointe Noire[[82]](#footnote-82). Le milieu rural est desservi par les caisses des MUCODEC qui, en 2015, comptabilise 38 caisses locales et 14 points de vente[[83]](#footnote-83) et des projets à volet microfinance comme notamment les Projets de Développement Rural (PRODER) 1 et 2 qui ont permis de créer 8 caisses dans le nord du pays et 20 caisses dans le sud (FIDA, 2012).

Selon la CGAP et la Direction Générale des Institutions Financières Nationales (DGIFN), au sein du Ministère de  l’Economie et des Finances, en 2013, sur les 30 EMF agréés (contre 83 identifiés en 2003) dans le pays, on compte 20 EMF qui appartiennent à la catégorie 1 (collectent l'épargne et accordent des crédits uniquement à leurs membres) et 10 à la catégorie 2 (collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers).

D’après la même source, la MUCODEC représente la première institution du pays. Fin 2012, elle dessert 275 000 membres, son encours d’épargne s’élève à 191 millions FCFA pour un encours de crédit de 46 millions FCFA. Sur l’ensemble des dépôts collectés en 2012, la part du réseau MUCODEC est de 84 %, contre 16% pour les EMF indépendants. Sur la totalité des crédits octroyés par les EMF en 2012, 87% proviennent du réseau MUCODEC et 13% des EMF indépendants (source : CGAP).

Selon les résultats observés sur les 20 caisses du PRODER Sud, les secteurs d’activités majoritairement représentés sont le commerce pour 72% des demandes et 21% pour les activités de production et commercialisation agricoles (FIDA, 2013).

### Le secteur des entreprises privés

#### Vue d’ensemble

Selon la Banque Africaine de Développement (BAD, 2012), le secteur privé formel est constitué pour l’essentiel de petites unités, opérant dans le commerce et les services. Ces entités sont faiblement présentes dans le secteur industriel ou agricole et souffrent de la concurrence importante du secteur informel qui contribuait à hauteur de 40 % à la formation du PIB en 2004. Entre 1996 et 2006, il y aurait près de 22 500 entreprises dont 98 % très petites (moins de cinq salariés) pour l’essentiel dans le commerce (80 %) et 15 000 informelles, 2% de PME et une douzaine de grandes entreprises. Le nombre des grandes et moyennes entreprises était estimé à 200 regroupant les entreprises multinationales et étrangères, ainsi que quelques entreprises nationales publiques et privées d’envergure.

Selon les données du Centre des formalités administratives des entreprises (CFE), plus de 25 000 nouvelles entreprises ont vu le jour entre 2006 et 2012. La majorité des entités nouvellement créées sont unipersonnelles (+75 %) pour l’essentiel dans le commerce (alimentation et habillement) et plus faiblement dans les secteurs secondaire et primaire (en 2010, sur 6 093 entreprises crées, 84% étaient dans le secteur du commerce et des services, 9% dans le domaine du pétrole et des mines, 5% dans le BTP et 1% dans l’industrie).

Ces chiffres sont à relativiser car le taux de mortalité des PME est élevé et le CFE ne dispose pas de moyens pour vérifier si l’entreprise créée est opérationnelle ou non (BAD, 2012). Selon la BAD (2012), ces créations entrent souvent dans une stratégie de captation de facilités et d’avantages accordés par l’État dans le cadre de ses programmes d’investissement, ou ont été effectuées pour tirer profit de la privatisation d’une partie des entités publiques au cours des dernières années. Certaines entreprises bénéficiaires des marchés publics disparaissent dès l’exécution du contrat.

Une enquête menée par la Banque Mondiale en 2009 a montré que les activités des entreprises étaient financée à plus de 84% sur fonds propres et moins de 13% des entreprises concernées par l’enquête ont eu recours à un prêt ou à ne ligne de crédit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Congo (%) | Afrique subsaharienne (%) |
| Entreprise avec un prêt ou une ligne de crédit bancaire | 12,8 | 22,5 |
| Pourcentage des investissements autofinancés par les entreprises | 84,6 | 79,3 |
| Pourcentage des investissements financés par le système bancaire | 4,0 | 10,0 |
| Entreprises finançant l’investissement par le crédit fournisseur | 6,6 | 3,4 |

Tableau 10: Accès au financement des entreprises en 2009 (BAD, 2012)

Le financement de l’investissement et de l’activité productive ou de services ne s’appuie que faiblement sur le système bancaire. Selon la BAD (2012), les très grandes entreprises, pour l’essentiel étrangères, n’y ont qu’un recours limité et les banques se livrent une rude concurrence pour les attirer. Les PME et les entreprises locales ne présentent pas selon les banques les garanties nécessaires pour avoir accès au financement.

#### La participation des grandes entreprises au développement local

Les grandes entreprises des secteurs de production tels que les hydrocarbures, les mines ou encore la forêt participent aux financements de projets de développement économique et social des communautés locales par le biais de contributions *ad-hoc* versées à des tiers qui ne sont ni comptabilisées dans le budget de l’Etat ni reprises dans le TOFE.

Au niveau des industries extractives, en 2013, ces contributions se sont élevées à 13,7 et 0,24 millions d’USD pour, respectivement, le secteur des hydrocarbures et le secteur des mines (ITIE, 2014).

Au niveau du secteur forestier, avec le projet de nouveau code forestier, les entreprises auront l’obligation de mettre en place chacune un Fonds de Développement Local (FDL) destiné à financer des microprojets d’intérêt communautaire pour les populations en marge de ses autres obligations de type infrastructures socio-économiques (IDL, 2015). Les FDL sont créés par arrêtés et leur fonctionnement est précisé par un règlement intérieur. Ils sont alimentés par une redevance de 200 FCFA par m3 de bois commercialisable qui est exploité annuellement par les sociétés forestières, ainsi que des subventions du conseil départemental, des dons et des legs (IDL, 2015).

En considérant un volume total estimé à 2,8 millions de m3 en 2013 (MEFDD, 2014), on peut, en première estimation, considérer un montant de 560 millions de FCFA qui permettrait d’alimenter les FDL à l’échelle nationale.

|  |
| --- |
| Encadré 4: Les partenariats Public Privés (PPP)  Dans le cadre du PND 2012-2016, la République du Congo a affirmé son intérêt pour le développement des partenariats publics-privés considérés comme un instrument de financement incontournable pour le développement économique du pays notamment dans le domaine des infrastructures (CPCMB, 2012).  Dans cet objectif, le gouvernement du Congo an partenariat avec la société Congo Capital Entreprise SA met en place un large programme de privatisation partielle de 46 entreprises publiques réparties dans 6 secteurs dont l’agro-industrie, l’hôtellerie et tourisme, la foresterie, le commerce, l’eau et l’électricité[[84]](#footnote-84).  En 2012, la République du Congo a signé avec la société CIB-OLAM un protocole de partenariat technique par lequel la société est mandatée pour appuyer l’Etat dans la conduite d’un programme national de développement de la filière cacao planifié. Ce protocole a été amendé en mars 2014 de façon à proroger ce protocole sur 5 ans et à étendre les activités du partenariat à la production, la distribution du matériel végétal et à la formation des planteurs. Dans ce PPP, Olam va commercialiser le cacao issu des plantations des petits producteurs et l’État congolais va diversifier les bases de l’économie du pays. Des appuis de l’AFD et de la Banque Mondiale via le projet PFDE sont également attendus pour cette initiative.  On note qu’il existe aujourd’hui une initiative France-Banque Mondiale pour la promotion des PPP dans les pays de la zone franc. Cette initiative vise à appuyer les pays dans la sélection des projets, la mise en place du cadre juridique et le renforcement des capacités des administrations. |

# III – Bilan : Les Opportunités de financement des activités REDD+

Les sources d’investissement potentielles pour la mise en œuvre des activités de la stratégie nationale REDD+ les plus importantes sont, pour l’ensemble des activités, les investissements directs de la part du gouvernement et les financements internationaux publics (notamment issus de l’APD) et les IED en ce qui concerne les activités productives. Le secteur financier domestique est actuellement en développement et les PME disposent aujourd’hui de peu de capacités pour participer de manière effective au financement des activités. Aussi, pour être prises en compte, il est nécessaire qu’un programme de structuration et d’appui au développement du secteur financier (notamment la microfinance) et aux PME dans les domaines forestiers, agricoles et énergétiques soit mis en place.

Le tableau ci-dessous reprend les sources de financements potentiels identifiées pour les différentes activités de la stratégie nationale REDD+. Ces sources potentielles sont données de manière indicative sur la base du travail de collecte de données sur les financements domestiques et internationaux.

On note que les financements pour le paiement aux résultats REDD+ ne sont pas repris dans le tableau étant donné que ceux-ci sont attribués sur la base d’initiatives combinées à une échelle régionale ou nationale. Il s’agit notamment du fonds carbone qui bénéficiera à la République du Congo dans le cadre de son projet de réduction d’émissions au Nord Congo et des autres fonds tels que le programme *Early Mover*, le *Biocarbon fund* et le PMR.

***Légende du tableau :***

|  |  |
| --- | --- |
| Activités grisées | L’activité identifiée est en lien étroit avec une autre activité de la stratégie. Aussi, les sources de financement identifiées sont indiquées dans la ligne des activités auxquelles elles font référence. |
| Activités hachurées | Les activités ont déjà été réalisées. |
| *Les sources potentielles de financements en bleu-italique correspondent à des sources de financements encore non existantes (fonds en phase de création) ou pour lesquelles la République du Congo ne figure actuellement pas parmi les bénéficiaires.* | |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **OPTION 1: Renforcement de la gouvernance et mise en œuvre des mécanismes de financement durable** | | | |  |  |
| **Sous Option** | **Activité** | | **Sous-activité** | **Sources de financement potentielles** | |
| **Domestique** | **Internationale** |
| **SO 1.1 Renforcement des aspects de gouvernance** | 111 | Finalisation du processus de révision du cadre juridique en cours dans les secteurs forêts environnement | Amender / Adopter le nouveau code forestier |  |  |
| Elaborer et valider les décrets d’application relatifs au nouveau code forestier | Gouvernement | BM (PFDE) DFID |
| Elaborer / Adopter la nouvelle loi relative à la protection de l’environnement |  |  |
| Elaborer et valider les décrets d’application de la nouvelle loi relative à la protection de l'environnement | Gouvernement | BM USAID |
| Elaborer valider les décrets d’application de la loi 37-2008 relative à la faune et AP |  |  |
| Réviser le Code Minier de 2005 | Gouvernement | - |
| Elaborer et valider les décrets d'application du Code Minier révisé | Gouvernement | - |
| Elaborer et valider les décrets d'application de la Loi sur les Peuples Autochtones |  |  |
| 112 | Appui à l'opérationnalisation des comités nationaux en charge de l'aménagement du territoire, du développement durable, du climat et de la REDD+ | Assurer les moyens de fonctionnement des quatre comités nationaux | Gouvernement | FCPF (fonds de préparation) |
| 113 | Mise en place de la Politique Agricole | Elaborer et valider la politique agricole |  |  |
| 114 | Renforcement des moyens de l'administration et des collectivités territoriales décentralisées pour rendre effectif et efficace le contrôle des activités forestières | *-* | Activité couverte par 213 | |
| **SO 1.2 Elaboration et mise en place d'un plan national d'affectation des terres** | 121 | Mise en place d'un Plan National d’Affectation des Terres qui définit les vocations prioritaires du territoire an concertation avec l'ensemble des parties prenantes | Définir et adopter un Plan National d’Affectation des Terres (carte) qui définit les vocations prioritaires du territoire an concertation avec l'ensemble des parties prenantes. Cette définition passe par l'élaboration des Termes de Reference, le recrutement d'un cabinet d'études, la tenue d'ateliers de consultation sectoriels et départementaux | Gouvernement (dont FFN) | BAD (FFBC)  ONG (WRI) |
| **SO 1.3 Mise en œuvre des mécanismes de financement durable** | 131 | Mise en place et opérationnalisation des Fonds environnementaux (fonds verts et autres) | Fonds Vert Climat (FVC) | Gouvernement | FVC |
| Fonds de l’économie verte en Afrique Centrale (FEVAC) | Gouvernement | FEVAC |
| Autres fonds | Gouvernement | - |
| 132 | Mise en place de mécanismes novateurs de financement (taxes de conversion des surfaces, échanges dette/nature etc.) | Mettre en œuvre les dispositions du plan de convergence relatives à la mise en place des mécanismes novateurs de l'axe 9 | Gouvernement | UE (FED, UE REDD) AFD (dont FERN) BMZ (GIZ) BAD (FFBC) |
| 133 | Mobilisation de financements bilatéraux et multilatéraux | Elaborer les Termes de Reference, conduire des missions de lobbying dans les pays bailleurs de fond et organiser des réunions de haut segment | Gouvernement | - |
| **SO 1.4 Renforcement de la capacité des acteurs** | 141 | Renforcement des capacités des Parties Prenantes | Sensibilisation des parties prenantes au processus REDD+ | Gouvernement | FCPF (fonds de préparation) UE (Facilité UE REDD) |
| Visibilité du processus REDD+ au niveau des parties prenantes |
| Gestion des connaissances des parties prenantes |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **OPTION 2 : Gestion et valorisation durable des ressources forestières** | | | |  |  |
|  | **Activité** | | **Sous-activité** | **Sources de financement potentielles** | |
| **Domestique** | **Internationale** |
| **SO 2.1 Aménagement forestier durable** | 211 | Généralisation du processus d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'aménagement forestier durable | Finalisation des PA de toutes les concessions en 2017 | Entreprises forestières  Gouvernement (dont FFN/CNIAF) | AFD (C2D)/FFEM  DFID  BM (FIP, CAFI) *FVC* |
| Mise en œuvre par tous les concessionnaires de leurs plans d'aménagement |
| 212 | Renforcement de la légalité et promotion de la certification | Obtention d'un certificat de type FSC gestion durable pour tous les concessionnaires forestiers en 2020 | Entreprises forestières  Gouvernement (dont FFN/CNIAF) | BAD (PACIGOF) BMZ (GIZ -PPECF) BM (FIP, CAFI) |
| Maintien de ces certificats par les concessionnaires |
| 213 | Renforcement des systèmes de légalité et de traçabilité des produits forestiers à travers du processus APV-FLEGT | Renforcement des capacités de l'administration et des collectivités pour permettre les contrôles de 1er et 2eme niveau | Entreprises forestières Gouvernement (dont FFN) | UE (UE FLEGT) BM (PFDE) DFID BAD (PACIGOF) |
| Développement et opérationnalisation du système d'information |
| Délivrance des autorisations FLEGT |
| Audit du système |
| 214 | Développement d'un système d'information et de gestion forestière | Développement du SI du SIFODD | Gouvernement (dont FFN/CNIAF) | BM (PFDE) |
| Opérationnalisation du SI du SIFODD |
| **SO 2.2 Amélioration des techniques en matière d'exploitation et de transformation du bois** | 221 | Généralisation des pratiques EFIR |  | Activité couverte par 211 | |
| 222 | Valorisation plus poussée des produits forestiers ligneux et non ligneux | Mettre en place et opérationnaliser un plan d'industrialisation visant une transformation à 95% | Entreprises forestières Gouvernement (dont FFN) | BM (PFDE) BAD (PACIGOF) |
| Valoriser les déchets de l'industrie de transformation | Activité couverte par 223 | |
| Valoriser les PFNL | Activité couverte par 241 et 242 | |
| 223 | Valorisation des déchets forestiers (menuiserie, charbonnage, développement de la cogénération, etc.) | Développer la menuiserie en utilisant les déchets de transformation avec les communautés locales | Gouvernement Entreprises (contributions au développement local) | *BDEAC (FEVAC)* *FFEM (PPI) FVC* |
| Valorisation énergétique des déchets de l'industrie de transformation | Activité couverte par 441 et 442 | |
| **SO 2.3 Conservation et utilisation durable de la biodiversité** | 231 | Renforcement du réseau d'AP | Création d'une aire protégée (Ogoue-Lekiti) | Gouvernement (dont FFN/CNIAF) | USAID (CARPE) FEM ONG (WWF, WCS, African Parks) FNTS *FVC* |
| Finalisation des PA de toutes les AP |
| Mise en œuvre par tous les gestionnaires des AP des plans d'aménagement |
| Les équipe de surveillance de terrain sont renforcées (éco gardes) | Activité couverte par 252 | |
| 232 | Généralisation du processus d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'aménagement des AP | Toutes les aires protégées disposent de plan d'aménagement | Activité couverte par 231 | |
| Les plans d'aménagements sont mis en œuvre | Activité couverte par 231 | |
| 233 | Renforcement de la participation des communautés locales et populations autochtones dans la gestion des AP | Les plans d’aménagement et leurs mise en œuvre inclus le renforcement des populations dans la gestion | Activité couverte par 231 | |
| Promotion des activités alternatives autour des AP | Gouvernement (FPE) | USAID (CARPE) FEM ONG (WWF, WCS, African Parks) FNTS FVC |
| 234 | Promotion et valorisation économique des AP, de la filière faune et de l'écotourisme | Les PA et leurs mise en œuvre inclus la valorisation économique | Activité couverte par 231 | |
| Renforcer les capacités de l'API pour faire la promotion des ressources fauniques dans les AP auprès des investisseurs | Gouvernement | BAD (PACIGOF) USAID (CARPE/EMAPS) |
| **SO 2.4 Promotion et valorisation des PFNL** | 241 | Amélioration de la chaîne de valeur des PFNL (incluant le développement des pratiques de conservation des PFNL) | Le gnetum est domestiqué | Gouvernement (dont FFN) | BMEL USAID (CARPE) *BDEAC (FEVAC)* |
| 242 | Augmenter les revenus des populations locales et autochtones par la valorisation durable des PFNL | L'apiculture est développée | Gouvernement (dont FFN) | BMEL BAD (FFBC) USAID (CARPE) *BDEAC (FEVAC)* |
| La vannerie est développée | Gouvernement (dont ANA) | BMEL *BDEAC (FEVAC)* |
| **SO 2.5 Renforcement des stocks de carbone forestier** | 251 | Appui à l'opérationnalisation du PRONAR | Mise en œuvre du PRONAR | Gouvernement (dont FFN/SNR) | BM (PFDE) AFD (FERN) BAD (FFBC) |
| **SO 2.6 Renforcement de capacité de l'administration forestière** | 261 | Renforcement des moyens d'intervention des agents chargés d'assurer le contrôle forestier et leurs capacités en matière de procédures | Renforcer les capacités de l’administration et des collectivités territoriales dans l’optique de la mise en œuvre du SNVL | Activité couverte par 213 | |
| Renforcement des brigades | Governement (dont FFN) | BM (PFDE) DFID  BAD (PACIGOF) |
| Renforcement des directions départementales |
| 262 | Renforcement des moyens de surveillance, de contrôle sur le terrain | Renforcer les capacités de l’administration et des collectivités territoriales dans l’optique de la mise en œuvre du SNVL | Activité couverte par 213 | |
| Renforcement des équipes de terrain de l'ACFAP (effectif, formation et matériel) | Activité couverte par 231 | |
| Création et renforcement des capacités (effectif, formation et matériel) des antennes départementales | Gouvernement (dont FFN) | USAID (projet CARPE) |
| 263 | Renforcement des capacités des usagers de la forêt | Les agents de surveillance de terrain de l'administration, usagers de la forêt, sont renforcés | Activité couverte par 261 et 262 | |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **OPTION 3 : Amélioration des systèmes agricoles** | | |  |  |  |
|  | **Activité** | | **Sous-activité** | **Sources de financement potentielles** | |
| **Domestique** | **Internationale** |
| **SO 3.1 Amélioration de la productivité agricole** | 311 | Développement et utilisation des pratiques culturales durables et plus modernes (jachère améliorée, etc.) - bonnes pratiques agricoles et itinéraires techniques | Développement de la filière manioc dans une optique de minimisation des impacts sur la forêt | Gouvernement (dont FSA) Microfinance Entreprises privées (contributions) | FIDA (ASAP) / FODI AFD (C2D)/FFEM  BM (IDA) *autres fonds climatiques (FVC, AF, SCCF, FCCA, ICF, IKI) Fondations privées (Gates)* |
| Développement de la filière banane dans une optique de minimisation des impacts sur la forêt | Gouvernement (dont FSA) Microfinance Entreprises privées (contributions) | FIDA (ASAP) / FODI AFD (C2D)/FFEM  BM (IDA) *autres fonds climatiques (FVC, AF, SCCF, FCCA, ICF, IKI) Fondations privées (Gates)* |
| 312 | Développement des cultures de rente à forte valeur ajoutée (café, cacao, hévéa) | Mettre en œuvre le programme national cacao-culture | Gouvernement (PPP avec la CIB ) Microfinance Entreprises forestières (contributions FDL) | BM (PFDE, FIP, CAFI) FEM AFD (C2D)/FFEM *autres fonds climatiques (FVC, AF, SCCF, FCCA, ICF, IKI)* |
| Développer l'agroforesterie de savane | Gouvernement Microfinance | UE (FED) AFD (C2D)/FFEM BAD (FFBC) FIDA (ASAP) / FODI *autres fonds climatiques (FVC, AF, SCCF, FCCA, ICF, IKI)* |
| Développer l'hévéaculture en zone de savane | Gouvernement (PPP) | IED (appui IFI) BM (PADE/PFDE) BDEAC |
| 313 | Développement du palmier à huile dans les zones savanicoles | Développer la production d'huile de palme en savane | Gouvernement (PPP) | IED (appui IFI) BDEAC BM (PADE/PFDE) GIZ Fondations privées (Moore) |
| **SO 3.2 Accès des petits producteurs au micro-crédit** | 321 | Sensibilisation des petits producteurs sur les possibilités des structures bancaires pour l'appui aux VoirE | - | Activité couverte par 311 et 312 | |
| 322 | Appui des petits producteurs à l'élaboration des dossiers de demande de financement et à l'accès à ces financements | - | Activité couverte par 311 et 312 | |
| **SO 3.3 Soutien à l'organisation de la profession** | 331 | Organisation des producteurs agricoles en groupement précoopératif, coopérative, groupement d'intérêt économique et social | - | Activité couverte par 311 et 312 | |
| 332 | Formation des producteurs agricoles organisés en groupement d'intérêt économique et social | - | Activité couverte par 311 et 312 | |
| 333 | Spécialisation des agriculteurs et développement des filières agricoles | - | Activité couverte par 311 et 312 | |
| 334 | Renforcement et vulgarisation des mesures incitatives fiscalo-douanières pour l'importation des intrants et matériel agricoles par des producteurs | - | Activité couverte par 311 et 312 | |
| **SO 3.4 Renforcement de la recherche et de la vulgarisation agricole** | 341 | Consolidation des moyens d'intervention de la recherche et des organismes de vulgarisation agricole | Renforcement des organismes de recherche | Activité couverte par 344 | |
| Renforcement des organismes de vulgarisation de la recherche | Activité couverte par 343 | |
| 342 | Développement de la recherche d'accompagnement | - | Activité couverte par 344 | |
| 343 | Dynamisation des campagnes de vulgarisation des innovations agricoles | Renforcement des capacités du CVTA | Gouvernement | FIDA |
| 344 | Renforcement des capacités des institutions de recherche agricole | Renforcement des capacités de l'IRA pour le développement de la recherche agricole en lien (si possible) avec des objectifs REDD+ | Gouvernement (dont FNST) | - |
| Renforcement des capacités du CNES pour le développement de la recherche agricole en lien (si possible) avec des objectifs REDD+ |
| Renforcement des capacités de l'INRSEN pour le développement de la recherche agricole en lien (si possible) avec des objectifs REDD+ |
| **SO 3.5 Renforcement des capacités** | 351 | Renforcement de la formation professionnelle agricole | Elaboration et réalisation des modules de formations REDD+ | Gouvernement | Facilté UE REDD |
| Réalisation de formations en techniques agricoles qui vont dans le sens d’une préservation des espaces forestiers / amélioration des rendements | Activité couverte par 311 et 312 | |
| Réalisation de formations en gestion des groupements de producteurs | Activité couverte par 311 et 312 | |
| 352 | Formation des producteurs agricoles en techniques de domestication des plantes | - | Activité couverte par 241 et 242 | |
| 353 | Appui et formation des producteurs agricoles dans la création et la gestion des champs de multiplications de cultures vivrières (maïs, manioc, haricot, arachide et autres…) et des systèmes agroforestiers | - | Activité couverte par 311 et 312 | |
| 354 | Aide à l'élaboration des plans d'affaires pour les producteurs agricoles | - | Activité couverte par 311 et 312 | |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **OPTION 4 : Rationalisation de la production et de l'utilisation du bois énergie** | | | |  |  |
| **Sous Option** | **Activité** | | **Sous-activité** | **Sources de financement potentielles** | |
| **Domestique** | **Internationale** |
| **SO 4.1 Amélioration de l'offre et promotion des techniques visant une meilleure efficacité énergétique** | 411 | Vulgarisation des techniques de carbonisation améliorée | - Etude de faisabilité  - Renforcement et accompagnement des producteurs de charbon de bois pour l'utilisation de techniques de carbonisation améliorée | Gouvernement | BAD (FFBC) *autres fonds climatiques (FVC, SCCF, FCCA, ICF, IKI) et énergie (GCPF, GCCI, CTF)* |
| 412 | Promotion et diffusion des foyers améliorés adaptés dans les grandes villes pour réduire les demandes en bois-énergie | - Etude de faisabilité - Diffusion de foyers améliorés dans les grandes villes pour les foyers utilisant du bois énergie et du charbon de bois | Gouvernement | *Fonds climatiques (FVC, SCCF, FCCA, ICF, IKI) et énergie (GCPF, GCCI, CTF)* |
| **SO 4.2 Développement des plantations à vocation énergétique** | 421 | Organisation de la production du bois de chauffe et du charbon de bois, en encourageant les plantations communautaires et individuelles | Mettre en œuvre le PRONAR sur son volet plantations énergétiques autour de Brazzaville et Pointe Noire et distribuer le bois/charbon issu de ces plantations | Gouvernement | BM (FIP, CAFI) BAD (FFBC) AFD/FFEM *autres fonds climatiques (FVC, SCCF, FCCA, ICF, IKI) et énergie (GCPF, GCCI, CTF)* |
| 423 | Organisation des filières liées au stockage, conditionnement, transport, commercialisation etc. du bois énergie | Mise en place de coopératives appuyant la distribution et la commercialisation du bois énergie |
| **SO 4.3 Développement et incitation à l'utilisation des énergies propres** | 431 | Promotion et développement de l'énergie hydroélectrique par la construction de barrage et micro-barrage | Finalisation de la mise en place des barrages prévus pour le programme "boulevard énergétique" | Gouvernement (dont PID) | Barrages : BM (IFC) - Chine (CADF)  Micro barrages : FEM, BAD (FAD)  *autres fonds climatiques (FVC, SCCF, FCCA, ICF, IKI) et énergie (GCPF, GCCI, CTF)* |
| 432 | Promotion et développement de l'énergie propre (solaire, biogaz, etc.) | Mise en place de projets de promotion et développement de l'énergie solaire prévus en marge du programme "boulevard énergétique" | Gouvernement (dont FDSEL) | *Fonds climatiques (SCCF, FCCA, ICF, IKI) et énergie (GCPF, GCCI, CTF)* |
| 433 | Installation d'hydroliennes flottantes au niveau des villages pour éviter l'usage des générateurs | Mettre en place une hydrolienne au Congo pour tester la pertinence de la technologie | Gouvernement (dont FDSEL) | *Fonds climatiques (FVC, SCCF, FCCA, ICF, IKI) et énergie (GCPF, GCCI, CTF)* |
| **SO 4.4 Valorisation des déchets de l'exploitation et de l'industrie forestière ainsi que ceux de l'agriculture à des fins énergétiques** | 441 | Développement de la cogénération | Equiper les sites industriels de transformation du bois en unité de cogénération | Gouvernement (dont FDSEL) Entreprises privées | IED (appui IFI) AFD (C2D) *autres fonds climatiques (FVC, SCCF, FCCA, ICF, IKI) et énergie (GCPF, GCCI, CTF)* |
| 442 | Promotion et développement des unités de carbonisation et de fabrique de briquettes à proximité des sites industriels | Développement et accompagnement de producteurs locaux des communautés résidentes à proximité des sites de transformation pour la production de charbon améliorée | Entreprises privées (contributions au développement local) | *FFEM (PPI) BDEAC (FEVAC)* *autres fonds climatiques (FVC, SCCF, FCCA, ICF, IKI) et énergie (GCPF, GCCI, CTF)* |
| Développement et accompagnement de producteurs locaux des communautés résidentes à proximité des sites de transformation pour la production de briquettes | Entreprises privées (contributions au développement local) | *FFEM (PPI) BDEAC (FEVAC)* *autres fonds climatiques (FVC, SCCF, FCCA, ICF, IKI) et énergie (GCPF, GCCI, CTF)* |
| 443 | Le recyclage des déchets par la valorisation énergétique de la biomasse ligneuse | - | Activité couverte par 441 et 442 | |

# Bibliographie

**BAD, 2011.** *La Chine et l’Afrique : un nouveau partenariat pour le développement ?* Groupe de la Banque Africaine pour le Développement.

**BAD, 2012.** *Environnement de l’investissement privé au Congo***.** Département régional de l’Afrique Centrale.

**BAD, 2015.** *Investment Climate and Forest Governance Support project (PACIGOF)* *Appraisal Report*. African Development Bank. Juin 2015.

**Banque Mondiale, 2015.** *Rapport de suivi de la situation économique et financière – République du Congo.*Deuxième Edition. Septembre 2015. Groupe de la Banque Mondiale.

**CN REDD, 2015**. *Projet d’appui à la promotion des plantations dendroénergétiques et agroforestières autour de centres de grande concentration humaine en République du Congo.* CN REDD République du Congo.

**Chauvelot E., 2014.** *Les investissements directs étrangers au Congo en 2012*. Publication des services économiques de la direction générale du Trésor. Juin 2014.

**CN REDD, 2014.** *Emission Reductions Program Idea Note (ER-PIN) Republic of Congo*. 10 juillet 2014.

**CN REDD, 2015.** *Rapport mi-parcours pour la République du Congo au Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF)* Fonds de préparation. 20 mars 2015.

**CNUCED, 2015.** *Examen de la politique d’investissement – République du Congo*. Document des Nations Unies.

**CPCMB, 2012.** *Plan National de Développement CONGO 2012-2016. Livre 3 : Cadre Macroéconomique et Budgétaire 2012-2016*. Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire – Ministère de l’Economie, du Plan, de l’Aménagement du Territoire et de l’Intégration et Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public.

**COBAC, 2010.** *Architecture de la tarification des services bancaires dans la CEMAC*. Secrétariat général de la Commission Bancaire de l’Afrique Centrale. Avril 2010.

**DFID, 2015.** *Annual Report and Accounts 2014-2015*. Department for International Development.

**FCCA, 2014.** *Annual Report ACCF 2014*. Disponible à : <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/ACCF_2014_Annual_Report.pdf>

**FIDA, 2009.** *Republic of the Congo. Country strategic opportunities program. Rome, 15-17 December 2009*. Disponible à : <http://www.ifad.org/gbdocs/eb/98/e/EB-2009-98-R-20.pdf>

**FIDA, 2012.** *Programme d’appui au développement des filières agricoles (PADEF) Document de conception*. Division Afrique de l’ouest et du centre. FIDA

**FIDA, 2013.** *Rapport final de la composante de développement des services financiers ruraux.* PRODER SUD. FIDA

**FIDA, 2016.** *Coup d’oeil sur le FIDA*. Février 2016. Disponible à : <http://www.ifad.org/pub/brochure/ifadglance_f.pdf>

**FMI, 2015.** *Rapport des services du FMI sur les consultations de 2015 au titre de l’article IV : Communiqué de presse pour la République du Congo*. Rapport du FMI No.15/263. Juillet 2015.

**OCDE, 2016.** *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement. Versements, Engagements, Indicateurs par pays*. Publication de l’OCDE. 308p.

**IDL, 2015.** *Appui au mécanisme de Fonds de Développement Local dans le secteur forestier en République du Congo*. Rapport Final de l’Assistance Technique. Version finale juillet 2015.

**ITIE, 2014.** *Rapport ITIE 2013*. Initiative pour la Transparence des Industries Extractives – République du Congo. Décembre 2014.

**MEFDD, 2014.** *Annuaire des statistiques forestières. Année 2013*. Avril 2014.

**Torvanger A., Narbel P., Lund H.F., 2015.** *Estimating mobilized private climate finance for developing countries – A Norwegian pilot study*. CICERO Report 2015:05. December 2015

**Trogoff, 2014.** *Aide au développement des pays arabes. Les clés du moyen-orient.* Article publié le 15/10/2014. <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Aide-au-developpement-des-pays.html>

**Site internet (consultés de février à avril 2016)**

|  |  |
| --- | --- |
| AF | [www.adaptation-fund.org](http://www.adaptation-fund.org/) |
| AFD | www.afd.fr |
| BAD | www.afdb.org |
| BADEA | [www.badea.org](http://www.badea.org/) |
| Banque Mondiale | [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org/) |
| BDEAC | [www.bdeac.org](http://www.bdeac.org/) |
| BMZ | [www.bmz.de](http://www.bmz.de/) |
| CADF | [www.cadfund.com](http://www.cadfund.com/) |
| CAFI | [www.cafi.org](http://www.cafi.org/) |
| CARPE | [carpe.umd.edu](http://carpe.umd.edu/) |
| CDC | [www.cdcgroup.com](http://www.cdcgroup.com/) |
| DEG | www.deginvest.de |
| DFID | www.gov.uk/government/organisations/department-for-international-development |
| EU REDD | [www.euredd.efi.int](http://www.euredd.efi.int/) |
| EuropeAID | [ec.europa.eu/europeaid](http://ec.europa.eu/europeaid/) |
| FASEP | www.tresor.economie.gouv.fr/fasep |
| FCPF | [www.forestcarbonpartnership.org](http://www.forestcarbonpartnership.org/) |
| FEM | [www.thegef.org](http://www.thegef.org/) |
| FFEM | www.ffem.fr |
| FIC | [www-cif.climateinvestmentfunds.org](https://www-cif.climateinvestmentfunds.org/) |
| FIDA | [www.ifad.org](http://www.ifad.org/) |
| FODI | www.ofid.org |
| Fondation Aspinall | www.aspinallfoundation.org |
| Fondation Gates | www.gatesfoundation.org |
| Fondation Goodall | http://janegoodall.fr/ |
| Fondation Mc Arthur | www.macfound.org |
| Fondation Moore | www.moore.org |
| FTNS | www.fondationtns.org |
| FVC | [www.greenclimate.fund](http://www.greenclimate.fund/) |
| GCPF | gcpf.lu |
| IFC | [www.ifc.org](http://www.ifc.org/) |
| JICA | [www.jica.go.jp](http://www.jica.go.jp/) |
| MUCODEC | [mucodec.com](http://mucodec.com/) |
| NAMA facility | www.nama-facility.org |
| NICFI | www.regjeringen.no/en/topics/climate-and-environment/climate/climate-and-forest-initiative/id2000712/ |
| NORAD | [www.norad.no](http://www.norad.no/) |
| OCDE | www.oecd.org |
| OPIC | [www.opic.gov](http://www.opic.gov/) |
| Proparco | [www.proparco.fr](http://www.proparco.fr/) |
| USAID | [www.usaid.gov](http://www.usaid.gov/) |

Annexe : Termes de Référence

**Options pour le Financement de la Mise en Œuvre de la Stratégie Nationale**

**REDD+ de la République du Congo**

**Contexte**

La République du Congo est activement engagée dans le processus de préparation à la REDD+ depuis 2008 dans le but bien précis de : (i) contribuer à la lutte contre les changements climatiques, (ii) lutter contre la pauvreté et (iii) assoir efficacement les bases d’une économie verte, pilier du Développement Durable. Le pays s’active à disposer d’un ensemble préliminaire d’outils stratégique et techniques (stratégie nationale, cadre de mise en œuvre, sauvegarde sociale et environnementale, niveau de référence, système MRV, etc.), pour entamer la phase 2 de la REDD+ axée sur l’investissement des plans et programmes nationaux établis dans le cadre de la Stratégie Nationale REDD+. La démarche pour s’engager rapidement dans la phase d’investissement implique une sélection des différentes options stratégiques et activités pertinentes pour la mise en œuvre de la REDD+ à l’échelle nationale.

Ce choix des options stratégiques et activités pertinentes pour la REDD+ en République du Congo s’appuiera sur un ensemble de considérations environnementales, sociales, économiques et financières. En effet, outre le souci de performance environnementale et sociale, il est crucial pour la pérennisation du processus REDD+ en République du Congo que la Stratégie nationale repose sur des choix économiques et financiers viables et sur des capacités de financement stables, prévisibles et durables. Ainsi, il a été identifié le besoin de réaliser une étude détaillant la valeur économique, le profil et les performances financiers, ainsi que les besoins en financement des activités retenues pour chaque option stratégique, afin d’appuyer la sélection d’options stratégiques viables et financièrement réalisables.

**Objectifs**

L’étude intitulée « Options pour le financement de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD+ en République du Congo » aura pour objectifs:

* d’informer le choix des options stratégiques et activités REDD+ par des considérations financières (rendement, risque, nature et profil des flux financiers) afin d’estimer leur viabilité financière;
* d’estimer les bénéfices qui seront engendrés et de déterminer les besoins en investissement complémentaire pour chacune des options stratégiques et activités REDD+ (profil et montant des investissements), en vue de la mise en œuvre de la Stratégie;
* d’identifier les sources de financement disponibles à travers des investissements publics, privés, nationaux et internationaux;
* et de proposer différentes formes de structures financières permettant d’assurer la pérennité des options retenues et leur performance.

**Résultat escompté :** un ensemble d’orientations économiques et financières visant à informer la finalisation de la Stratégie Nationale REDD+ et la préparation du Cadre National d’Investissement REDD+.

**Phases de préparation de l’étude**

La préparation de l’étude se déroulera en deux phases. (1) Une phase initiale permettra de conduire une analyse cout-bénéfice économique pour chacune des options pré-identifiées dans le cadre de la Stratégie Nationale REDD+. (2) Un état des lieux des sources de financement disponibles et adaptées sera ensuite élaboré dans un second temps, sur la base des options et sous options stratégiques retenues.

**Phase I : Analyse cout-bénéfice** **économique**

Il s’agira d’un travail itératif, destiné à informer les décisions prises sur le choix des options et sous options stratégiques, qui comportera les éléments suivants :

* Un travail préalable de distinction entre activités à revenus et activités dites de support (qui généreront un cout uniquement) au sein de la Stratégie ;
* Pour les activités dites de support :
  + une estimation des couts et l’allocation de ces couts aux activités à revenus (note : ce regroupement d’activités sera uniquement amené à appuyer l’analyse du modèle financier);
* Pour les activités à revenus :
  + un état des lieux des informations et rapports déjà disponibles sur les coûts-bénéfices économiques et la performance financière des différentes options stratégiques (en s’appuyant sur les projets publiques et privés existants : FCPF, marchés carbone volontaires, initiatives nationales, etc.);
  + une analyse économique cout-bénéfice pour chaque activité (estimation des volumes de demande et d’offre, projection de la dynamique des prix, etc.) s’accompagnant d’un modèle financier associé (niveau de rendement, performance financière, niveau de risque financier, etc.).

L’analyse économique et financière permettra ainsi d’identifier les activités (ou groupe d’activités) présentant les meilleures opportunités d’investissements et de financement – un angle de considération qu’il conviendra de croiser avec les objectifs environnementaux et sociaux de la Stratégie pour le choix final des options et sous options stratégiques.

**Phase II : Etat des lieux des sources de financement**

Sur la base des options stratégiques et activités REDD+ retenues dans le cadre de la Stratégie Nationale REDD+, un état des lieux détaillé et complet des sources de financement sera ensuite élaboré et comprendra les éléments suivants :

* Un calcul des besoins en investissement initiaux et pendant la durée de vie des activités de la Stratégie;
* Une identification des sources d’investissement nécessaires et disponibles dans le contexte de la République du Congo, avec une distinction entre investissements publics, privés, nationaux et internationaux;
* Une évaluation de la capacité à attirer des investissements durables venant du secteur privé (acteurs privés nationaux et internationaux) sur le court, moyen et long-terme pour chaque option et le cas échéant, une identification des barrières limitant ces investissements;
* Des recommandations de moyens pour faciliter l’accès aux investissements publics et privés.

**Produits et calendrier**

Sous la direction de la CN REDD+, et avec le soutien technique de l’équipe PNUE ONU-REDD (y compris l’Initiative Financière du PNUE), une équipe faite d’un expert international en investissement REDD+ et de deux experts nationaux sera contracté pour préparer les travaux suivants:

* Un rapport présentant les résultats de l’analyse cout-bénéfice économique par activité (ou groupe d’activités) et détaillant le modèle financier des options et sous options stratégiques pré-identifiées;
* Un rapport présentant une analyse de la valeur économique d’un modèle de palmier à huile durable, dans le cadre de l’option stratégique 3 (« Amélioration des Systèmes de Production Agricole »);
* Un état des lieux complet comprenant les besoins en investissement, les sources de financements déjà disponibles pour financer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD+, les sources de financement futures et les conditions de leur obtention, ainsi que l’identification des barrières à l’investissement et les mesures à déployer pour y remédier.

Les Options pour le Financement de la Mise en Œuvre de la Stratégie Nationale REDD+ identifiées dans le cadre de cette étude feront l’objet d’un échange avec les potentiels investisseurs et bailleurs impliqués dans la REDD+, y compris dans le cadre du Programme d’Investissement Forestier (PIF) de la Banque Mondiale et de la Central Africa Forest Initiative (CAFI). Ce travail servira, en autres, d’orientation pour la préparation du Cadre National d’Investissement REDD+.

1. [www.oecd.org/fr/cad/stats/aidepubliqueaudeveloppementdefinitionetchampcouvert.htm](http://www.oecd.org/fr/cad/stats/aidepubliqueaudeveloppementdefinitionetchampcouvert.htm) [↑](#footnote-ref-1)
2. [www.oecd.org](http://www.oecd.org) [↑](#footnote-ref-2)
3. [www.worldbank.org/en/country/congo](http://www.worldbank.org/en/country/congo) [↑](#footnote-ref-3)
4. Document disponible au lien suivant : <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/2012/09/16966277/congo-republic-country-partnership-strategy-period-fy13-fy16> [↑](#footnote-ref-4)
5. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/aide-au-developpement/dispositif-institutionnel-et-canaux-d-acheminement-de-l-aide-francaise/canaux-d-acheminement-de-l-aide/article/les-institutions-financieres> [↑](#footnote-ref-5)
6. [www.ifc.org](http://www.ifc.org) [↑](#footnote-ref-6)
7. <http://ifcext.ifc.org/IFCExt/pressroom/IFCPressRoom.nsf/0/2496FA9F4832D2B385257CF2003D78FE?OpenDocument> [↑](#footnote-ref-7)
8. <http://ifcext.ifc.org/IFCExt/pressroom/IFCPressRoom.nsf/0/904DDB2AE13A298F85257D6E005EF651?OpenDocument> [↑](#footnote-ref-8)
9. [www.forestcarbonpartnership.org](http://www.forestcarbonpartnership.org) [↑](#footnote-ref-9)
10. <https://www-cif.climateinvestmentfunds.org> [↑](#footnote-ref-10)
11. [www.cafi.org](http://www.cafi.org) [↑](#footnote-ref-11)
12. <http://www.unredd.net/index.php?option=com_content&view=article&id=2406:us-200-million-agreement-signed-between-cafi-and-the-drc-set-to-prevent-tree-loss-and-ensure-sustainable-development&catid=98:general&Itemid=749> [↑](#footnote-ref-12)
13. [www.afdb.org](http://www.afdb.org) [↑](#footnote-ref-13)
14. <http://cbn-group.com/fr/actu.php?idPost=1436273539> [↑](#footnote-ref-14)
15. <https://www.bdeac.org/> [↑](#footnote-ref-15)
16. <http://gabonreview.com/blog/guichet-concessionnel-beac/> [↑](#footnote-ref-16)
17. [www.ifad.org](http://www.ifad.org) [↑](#footnote-ref-17)
18. A titre d’exemple, au niveau du PADEF, la contribution du FIDA est un prêt à la République du Congo d'un montant de 9.8 millions USD d’une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, et assorti d'une commission de service de trois quart de points (0.75%) l'an (FIDA, 2012). [↑](#footnote-ref-18)
19. <https://www.ifad.org/en/topic/asap/tags/climate_change/2782790> [↑](#footnote-ref-19)
20. [www.development-finance.org](http://www.development-finance.org) [↑](#footnote-ref-20)
21. [www.ofid.org](http://www.ofid.org) [↑](#footnote-ref-21)
22. [www.badea.org](http://www.badea.org) [↑](#footnote-ref-22)
23. <http://ec.europa.eu/europeaid/> [↑](#footnote-ref-23)
24. <http://www.touteleurope.eu/les-politiques-europeennes/aide-au-developpement/synthese/fonctionnement-de-l-aide-au-developpement-de-l-union-europeenne.html> [↑](#footnote-ref-24)
25. <http://eeas.europa.eu/delegations/congo/projects/overview/index_fr.htm> [↑](#footnote-ref-25)
26. <http://apvflegtcongo.info/index.php/actualite/113-mise-en-oeuvre-de-l-apv-flegt-lancement-des-activites-du-projet-systeme-informatique-de-verification-de-la-legalite-des-bois-et-produits-derives-en-republique-du-congo> [↑](#footnote-ref-26)
27. <http://www.gcca.eu/fr/a-propos-de-lamcc/quest-ce-que-lamccamcc> [↑](#footnote-ref-27)
28. <http://www.greenclimate.fund/> [↑](#footnote-ref-28)
29. <http://www.cop21.gouv.fr/les-huit-premiers-projets-finances-par-le-fonds-vert-pour-le-climat/> [↑](#footnote-ref-29)
30. <https://www.thegef.org/> [↑](#footnote-ref-30)
31. <https://www.forestcarbonpartnership.org/sites/fcp/files/2015/August/FCPF_August2015_RoC.pdf> [↑](#footnote-ref-31)
32. <https://www.adaptation-fund.org/> [↑](#footnote-ref-32)
33. <https://data.oecd.org/fr/oda/apd-nette.htm> [↑](#footnote-ref-33)
34. <http://www.afd.fr> [↑](#footnote-ref-34)
35. <http://www.proparco.fr/> [↑](#footnote-ref-35)
36. <http://www.ffem.fr/> [↑](#footnote-ref-36)
37. <http://www.proparco.fr/webdav/site/proparco/shared/ELEMENTS_COMMUNS/PROPARCO/Nos_activites/Climat/Multipays_ICCF_Proparco-FR.pdf> [↑](#footnote-ref-37)
38. <http://www.tresor.economie.gouv.fr/fasep> [↑](#footnote-ref-38)
39. <http://www.bmz.de/> [↑](#footnote-ref-39)
40. <http://www.comifac.org> [↑](#footnote-ref-40)
41. <https://www.deginvest.de/International-financing/DEG/Die-DEG> [↑](#footnote-ref-41)
42. <https://www.international-climate-initiative.com/> [↑](#footnote-ref-42)
43. <http://www.ecosystemmarketplace.com/articles/redd-early-movers-program-expands-ecuador-colombia/> [↑](#footnote-ref-43)
44. http://www.nama-facili ty.org [↑](#footnote-ref-44)
45. <http://gcpf.lu/> [↑](#footnote-ref-45)
46. <https://www.usaid.gov/> [↑](#footnote-ref-46)
47. [www.opic.gov](http://www.opic.gov) [↑](#footnote-ref-47)
48. <https://www.usaid.gov/climate/program-profiles> [↑](#footnote-ref-48)
49. <http://carpe.umd.edu/> [↑](#footnote-ref-49)
50. [www.gov.uk/government/organisations/department-for-international-development](http://www.gov.uk/government/organisations/department-for-international-development) [↑](#footnote-ref-50)
51. <http://www.apvflegtcongo.info/index.php/actualite/117-projet-appui-a-la-mise-en-oeuvre-de-l-apv-flegt-en-republique-du-congo-signature-du-contrat-entre-le-mefdd-et-le-consortium-frmi-atibt-pour-la-fourniture-de-l-assistance-technique-principale> [↑](#footnote-ref-51)
52. <http://www.cdcgroup.com/> [↑](#footnote-ref-52)
53. <https://www.gov.uk/government/publications/international-climate-fund/international-climate-fund> [↑](#footnote-ref-53)
54. <http://www.climatefundsupdate.org/listing/international-climate-fund> [↑](#footnote-ref-54)
55. <https://www.norad.no/> [↑](#footnote-ref-55)
56. <https://www.regjeringen.no/en/topics/climate-and-environment/climate/climate-and-forest-initiative/id2000712/> [↑](#footnote-ref-56)
57. <http://www.ipsinternational.org/fr/_note.asp?idnews=7510> [↑](#footnote-ref-57)
58. <http://www.cadfund.com/fr/index.aspx> [↑](#footnote-ref-58)
59. <http://www.focac.org/fra/zxxx/t1105041.htm> [↑](#footnote-ref-59)
60. <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2016/0108/c31354-9000658.html> [↑](#footnote-ref-60)
61. <http://www.jica.go.jp/> [↑](#footnote-ref-61)
62. <http://fr.allafrica.com/stories/201602260866.html> [↑](#footnote-ref-62)
63. <http://fr.allafrica.com/stories/201502210520.html> [↑](#footnote-ref-63)
64. <http://www.canadainternational.gc.ca/congo/bilateral_relations_bilaterales/canada_rc.aspx?lang=fra> [↑](#footnote-ref-64)
65. <http://www.sida.se/contentassets/897af6e1851747c896128f001e0b2b57/miljofolder_orig.pdf> [↑](#footnote-ref-65)
66. <http://www.fondationtns.org> [↑](#footnote-ref-66)
67. [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org) [↑](#footnote-ref-67)
68. <http://www.investmentmap.org/prioritySector.aspx?selCtry=COG&selInds=&selOpt=inward&selYear>= [↑](#footnote-ref-68)
69. <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.KLT.DINV.CD.WD> [↑](#footnote-ref-69)
70. [www.gatesfoundation.org](http://www.gatesfoundation.org) [↑](#footnote-ref-70)
71. [www.macfound.org](http://www.macfound.org) [↑](#footnote-ref-71)
72. [www.moore.org](http://www.moore.org) [↑](#footnote-ref-72)
73. <http://janegoodall.fr/> [↑](#footnote-ref-73)
74. [www.aspinallfoundation.org](http://www.aspinallfoundation.org) [↑](#footnote-ref-74)
75. <http://adiac-congo.com/content/fonds-routier-50-milliards-fcfa-un-budget-en-regression-pour-lexercice-2015-37737> [↑](#footnote-ref-75)
76. <http://francais.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/congo-rep#starting-a-business> [↑](#footnote-ref-76)
77. <https://www.mfw4a.org/fr/republique-du-congo/le-secteur-financier.html> [↑](#footnote-ref-77)
78. <http://www.afd.fr/home/pays/afrique/geo-afr/congo/Projets-congo/appui-au-secteur-prive> [↑](#footnote-ref-78)
79. <https://www.beac.int/download/Liste_Banques_%20Congo_28oct2014.pdf> [↑](#footnote-ref-79)
80. <http://fr.infosgabon.com/conference-de-brazzaville-sur-lacces-aux-services-financiers-en-zone-cemac/> [↑](#footnote-ref-80)
81. <http://www.jeuneafrique.com/271504/economie/agricultural-bank-of-china-sinstalle-a-brazzaville/> [↑](#footnote-ref-81)
82. <http://www.microfinancegateway.org/fr/pays/r%C3%A9publique-du-congo> [↑](#footnote-ref-82)
83. <http://mucodec.com/> [↑](#footnote-ref-83)
84. <http://www.portail242.info/Le-Congo-Brazzaville-va-ouvrir-le-Capital-de-46-entreprises-publiques-a-des-investisseurs-etrangers_a771.html> [↑](#footnote-ref-84)